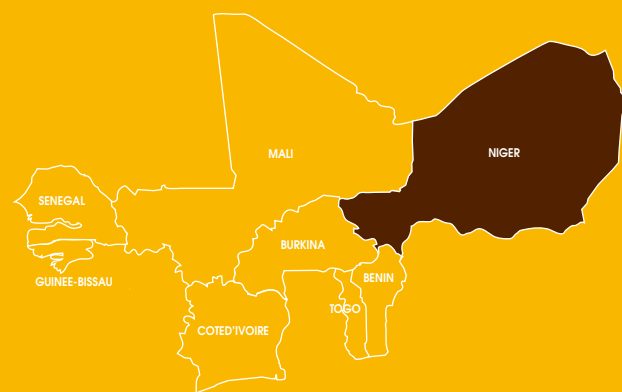




BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DES FINANCES
**Comité de la Balance
des Paiements**

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2018



REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

NIGER 2018

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
AVANT-PROPOS	2
ABREVIATIONS ET SIGLES.....	3
LISTE DES TABLEAUX	4
LISTE DES ENCADRES.....	4
LISTE DES GRAPHIQUES	5
RESUME	6
INTRODUCTION	8
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	13
1.1. Balance commerciale de biens.....	15
1.1.1. Exportations de biens	17
1.1.1. 1. Evolution globale des exportations de biens.....	17
1.1.1. 2. Composition des exportations de biens.....	18
1.1.1. 3. Orientation géographique des exportations.....	21
1.1.2. Importations de biens.....	22
1.1.2. 1. Evolution globale des importations de biens.....	22
1.1.2. 2. Composition des importations de biens.....	23
1.1.2. 3. Orientation géographique des importations.....	24
1.2. Balance des services	25
1.2.1. Transports	26
1.2.2. Voyages	26
1.2.3. Autres services	26
1.3. Compte du revenu primaire.....	27
1.4. Compte du revenu secondaire.....	28
II. COMPTE DE CAPITAL	29
III. COMPTE FINANCIER.....	29
IV. CAPITAUX MONETAIRES	31
4.1. Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	31
4.2. Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	32
4.3. Avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts	32
V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	33
CONCLUSION.....	35
ANNEXES	37

AVANT-PROPOS

La balance des paiements est un état statistique qui comptabilise l'ensemble des flux économiques et financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents au cours d'une période déterminée, généralement une année. Elle constitue, de ce fait, un outil indispensable d'aide à la décision pour les Autorités et les agents économiques.

A l'instar des autres pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la balance des paiements du Niger est établie chaque année par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et validée par le Comité National de la Balance des Paiements (CNBP). Des estimations de cette balance sont régulièrement produites sur la base des informations disponibles pour les besoins internes de la BCEAO, des services officiels et des missions du FMI.

Le CNBP est l'organe de validation des données, conformément aux dispositions du Règlement communautaire N°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA.

La balance des paiements et la Position Extérieure Globale (PEG) du Niger sont élaborées selon la méthodologie définie dans la 6^e édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) élaboré par le FMI, parue en 2008.

Le présent document retrace les principales évolutions qui ont caractérisé les paiements extérieurs du Niger au cours de l'année 2018¹. Après un bref aperçu de l'environnement économique international, régional et national qui a marqué l'année sous revue, il fait une présentation détaillée des balances intermédiaires et de la Position Extérieure Globale (PEG).

Cependant, en dépit des efforts déployés par les services de la BCEAO dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements, les statistiques qui y sont présentées peuvent contenir des insuffisances liées essentiellement au caractère informel des activités des filières agropastorales et à leur poids dans l'économie nigérienne.

Enfin, pour toute demande d'informations complémentaires sur cette publication, le lecteur pourra s'adresser, par courrier classique ou électronique ou par télécopie, à la Direction Nationale de la BCEAO pour le Niger à l'adresse suivante :

Contact :

Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)

Rue de l'Uranium 8001 Niamey Plateau, BP 487 Niamey-Niger

Tél : (227) 20 72 24 91/92, fax : (227) 20 73 47 43

Site web : <http://www.bceao.int>, E-mail : courrier.HDN@bceao.int

¹ Dans tout le document, sauf mention contraire, l'unité monétaire utilisée est le franc CFA.

ABREVIATIONS ET SIGLES

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
AIDH	Aéroport International Diori Hamani
ANIPEX	Association Nigérienne de Promotion des Exportations
APU	Administration Publique
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID	Banque Islamique de Développement
BPT	Balance des Paiements en terme de Transactions
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Coût, Assurances, Fret
CAPEG	Cellule d'Analyse des Politiques Publiques et d'Evaluation de l'Action Gouvernementale
CNBP	Comité National de la Balance des Paiements
CCIN	Chambre de Commerce et d'Industrie du Niger
CNODC	China National Oil and Gas Development and Exploration Corporation
CNPC-NP	China National Petroleum Corporation – Niger Petroleum
CNUT	Conseil Nigérien des Utilisateurs des Transports Publics
COMINAK	Compagnie Minière d'Akouta
DGD	Direction Générale des Douanes
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
FED	Fonds Européen de Développement
FISEC	Fichier des Situations des Etablissements de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
FOB	Franco à Bord (Free on Board)
IDE	Investissements Directs Etrangers
I-3N	Initiative les Nigériens Nourissent les Nigériens
INS	Institut National de la Statistique
MBP6	6 ^e Edition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PEF	Programme Economique et Financier
PEG	Position Extérieure Globale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNG	Position Nette du Gouvernement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SML	Société des Mines du Liptako
SOMAIR	Société des Mines de l'Aïr
SOMINA	Société des Mines d'Azelik
SONIDEP	Société Nigérienne des Produits Pétroliers
SORAZ	Société de Raffinage de Zinder
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements	page 12
Tableau 2 : Evolution des transactions courantes.....	page 13
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale de biens.....	page 15
Tableau 4 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens.....	page 17
Tableau 5 : Evolution du service de la dette extérieure sur les exportations.....	page 21
Tableau 6 : Evolution des importations FOB de biens.....	page 23
Tableau 7 : Evolution de la balance des services.....	page 25
Tableau 8 : Evolution du poste « transports ».....	page 26
Tableau 9 : Evolution du poste « voyages ».....	page 26
Tableau 10 : Evolution du poste « Autres services ».....	page 26
Tableau 11 : Evolution de la balance du revenu primaire.....	page 27
Tableau 12 : Evolution des revenus nets des investissements.....	page 28
Tableau 13 : Evolution de la balance du revenu secondaire.....	page 28
Tableau 14 : Evolution du compte de capital.....	page 29
Tableau 15 : Evolution du compte financier.....	page 29
Tableau 16 : Evolution des créances et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	page 31
Tableau 17 : Evolution des créances et engagements extérieurs des banques.....	page 32
Tableau 18 : Evolution des actifs extérieurs nets (AEN).....	page 32
Tableau 19 : Stocks d'actifs et de passifs financiers entre 2017 et 2018.....	page 33
Tableaux annexes.....	page 38

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social en 2018.....	page 15
Encadré 2 : Evolution du secteur extractif au Niger.....	page 19
Encadré 3 : Situation des émissions de titres publics en 2018	page 30

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Solde global de la balance des paiements du Niger de 2008 à 2018.....	page 13
Graphique 2 : Balance des biens et services et balance courante de 2008 à 2018.....	page 14
Graphique 3 : Evolution des composantes de la balance commerciale de 2008 à 2018.....	page 16
Graphique 4 : Evolution des ratios de la balance commerciale de 2008 à 2018	page 16
Graphique 5 : Exportations en valeur des principaux produits de 2008 à 2018.....	page 17
Graphique 6 : Evolution du prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) de 2008 à 2018.....	page 18
Graphique 7 : Répartition des exportations par zone géographique en 2017 et 2018.....	page 21
Graphique 8 : Répartition des exportations vers la zone UEMOA en 2017 et 2018.....	page 23
Graphique 9 : Importations en valeur par grands groupes de produits de 2008 à 2018.....	page 21
Graphique 10 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation en 2017 et 2018.....	page 24
Graphique 11 : Parts des importations en provenance de l'UEMOA en 2017 et 2018.....	page 25
Graphique 12 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) de 2008 à 2018.....	page 30
Graphique 13 : Ventilation géographique des stocks d'actifs et de passifs financiers en 2018...	page 34

RESUME

L'environnement économique et financier international a été marqué en 2018 par les tensions commerciales entre les Etats-Unis et leurs partenaires commerciaux, le durcissement des conditions financières, les tensions géopolitiques et l'augmentation des factures d'importation de pétrole. Ainsi, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,6% en 2018 selon les publications du FMI d'octobre 2019, après 3,8% un an plus tôt.

Au plan national, la situation économique a été marquée par la mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social (PDES 2017-2021) et celle du Programme Economique et Financier (2017-2020) avec le FMI, la gestion du contexte sécuritaire et ses ramifications sur le plan régional et l'amélioration de la situation économique au Nigeria. Dans ce contexte, le taux de croissance réel est ressorti à 7,0% en 2018 contre 5,0% un an plus tôt, essentiellement imputable à la production agricole, à la branche construction, aux services non marchands des administrations publiques et aux impôts et taxes nets sur les produits.

L'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2018 s'est traduite par une progression des recettes, plus importante que celle des dépenses. Les recettes totales ont connu une hausse de 26,7% portée par les recettes fiscales qui ont augmenté de 27,1% traduisant la mise en œuvre des réformes au niveau des régies fiscales. S'agissant des dépenses publiques, elles ont progressé de 18,8%, induites, à la fois, par les dépenses courantes budgétaires (+7,0%) et les dépenses en capital (+33,0%).

La situation monétaire en 2018 a été marquée par une contraction des actifs extérieurs nets et de la masse monétaire et une expansion des créances intérieures. La masse monétaire a diminué de 24,2 milliards par rapport au mois de décembre 2017, ou 2,1% en valeur relative, pour se situer à 1.126,2 milliards à fin décembre 2018. Cette situation est consécutive à la baisse des dépôts en banque (-2,2%) et à la circulation fiduciaire (-2,0%). La diminution de la circulation fiduciaire s'explique principalement par la révision de la méthodologie d'estimation, opérée dans le sillage de la migration des statistiques monétaires aux nouvelles normes du FMI depuis novembre 2016, ainsi qu'au ralentissement de la cadence de production des sociétés minières, qui a induit une baisse de la distribution des revenus salariaux dans les zones d'implantation, souvent faiblement bancarisées.

Dans ces conditions, la balance des paiements du Niger est ressortie déficitaire de 113.930 millions en 2018, après un déficit de 134.978 millions enregistré en 2017, en amélioration de 15,6%.

Il ressort que le déficit structurel de la balance courante s'est dégradé de 22,0%, en passant de 739.971 millions en 2017 à 902.614 millions en 2018, imputable à la détérioration de la balance des biens et services, atténuée par l'excédent du revenu secondaire.

Cette situation traduit pour l'essentiel la poursuite des commandes de biens d'équipement et intermédiaires en rapport avec les travaux de construction d'infrastructures publiques et privées, dont la rénovation de l'aéroport de Niamey, la construction de nombreux hôtels, des routes, des

ponts sur le fleuve Niger, les investissements des sociétés de prospection et d'exploitation minière et pétrolière, la consommation des services spécialisés extérieurs ainsi que l'achat des produits alimentaires.

La dégradation du déficit commercial entre 2017 et 2018 résulte de la hausse des importations (+131.706 millions), conjuguée à une baisse des exportations (-33.625 millions). En effet, les importations ont augmenté de 11,6%, tirées principalement par les achats des biens d'équipement et intermédiaires ainsi que ceux des produits alimentaires.

Il en ressort un montant total des exportations de 668.217 millions en 2018 contre 701.843 millions en 2017, soit une baisse de 4,8% imputable principalement à la rubrique « marchandises générales ». Cette contre-performance provient notamment de la chute des expéditions pétrolières et uranifères, malgré l'accroissement des ventes des produits agropastoraux. S'agissant des exportations du pétrole raffiné, elles se sont établies à 129.305 millions en 2018 contre 151.396 millions un an plus tôt, en raison de la baisse du volume exporté suite aux travaux de grande maintenance à la SORAZ. Pour l'uranium, le repli de 30,9% observé est dû à la réduction du prix conventionnel et des quantités exportées entre les deux années.

Le déficit de la balance des services s'est aggravé de 26.302 millions pour ressortir à 466.153 millions en 2018 contre 439.852 millions en 2017. Cette situation résulte principalement de la progression des dépenses en fret et assurances induite par la hausse des importations.

Le solde du revenu primaire s'est dégradé de 1.598 millions pour s'établir à -107.055 millions en 2018, en lien principalement avec la hausse des revenus des investissements, tempérée par l'amélioration de l'excédent des rémunérations des salariés.

Le solde du revenu secondaire s'est établi à 270.091 millions contre 239.504 millions un an plus tôt, en rapport avec l'accroissement des transferts publics et privés notamment les aides budgétaires et les envois de fonds des travailleurs migrants.

Le solde du compte de capital s'est situé à 346.578 millions en 2018 contre 236.953 millions en 2017. Ce mouvement haussier est en lien essentiellement avec les transferts en capital reçus par l'Etat et les autres secteurs.

Le solde du compte financier, qui retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers, est passé de -372.966 millions en 2017 à -446.320 millions en 2018, imputable aux investissements directs étrangers et aux investissements de portefeuille.

INTRODUCTION GENERALE

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

L'environnement économique et financier international a été marqué en 2018 par les tensions commerciales entre les Etats-Unis et leurs partenaires commerciaux, le durcissement des conditions financières, les tensions géopolitiques et l'augmentation des factures d'importation de pétrole. Ainsi, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 3,6% en 2018 selon les publications du FMI d'octobre 2019, après 3,8% un an plus tôt.

Au niveau des économies avancées, la croissance s'est établie à 2,3% en 2018 contre 2,5% en 2017. Aux Etats-Unis, l'expansion économique est demeurée vigoureuse, se situant à 2,9%, du fait notamment de l'activité du secteur privé qui a été stimulée par la relance budgétaire. En Zone euro, la croissance a ralenti, passant de 2,5% en 2017 à 1,9% en 2018, en relation avec un fléchissement plus important que prévu de l'activité économique au premier trimestre 2018 en Allemagne, en France et en Italie. Cette situation s'explique par la faiblesse de la croissance des exportations, la hausse des prix de l'énergie qui a pesé sur la demande dans les pays importateurs d'énergie, ainsi que les incertitudes politiques et sociales internes à certains Etats et celles liées au BREXIT.

Au niveau des pays émergents et en développement, le taux de croissance est ressorti à 4,5% en 2018 et 4,8% en 2017. En Chine, la croissance a ralenti, passant de 6,8% en 2017 à 6,6% en 2018, dans un contexte de tensions commerciales avec les Etats-Unis. L'économie indienne a connu un accroissement de 6,8% en 2018, après 7,2% en 2017, imputable à la demande intérieure. En Russie, le taux de croissance s'est établi à 2,3% en 2018, après 1,6% en 2017. L'économie russe a tiré profit de la reprise à la hausse des cours du pétrole, nonobstant les sanctions économiques des Etats Unis et de l'Union Européenne en lien avec la crise en Ukraine.

En Afrique subsaharienne, la croissance a poursuivi son raffermissement en 2018. Le taux de progression de l'économie s'est établi à 3,2% en 2018, en augmentation par rapport à celui de 2017 (+2,9%). Cette croissance a été soutenue par plusieurs facteurs, notamment une baisse de l'inflation et un assainissement budgétaire dans la plupart des pays. Le Nigeria a enregistré une croissance de 1,9% en 2018, après 0,8% en 2017, en ligne avec l'amélioration des cours du pétrole et le redressement de l'économie non pétrolière. En Afrique du Sud, l'économie a enregistré une baisse de son rythme de progression, avec un taux de croissance de 0,8% en 2018, après 1,4% en 2017.

S'agissant des produits de base, les cours se sont ressentis des tensions commerciales, des craintes concernant la croissance mondiale et de l'affaiblissement de la demande en provenance de la Chine.

Les cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union ont enregistré des évolutions baissières sur une base annuelle, à l'exception de ceux du pétrole (+26,8%), du cacao (+13,0%), du coton (+12,7%) et de l'or (+1,1%). Les baisses les plus importantes ont été enregistrées pour l'huile de palmiste (-27,8%), le caoutchouc (-19,7%), le café robusta (-16,2%) et l'huile de palme (-14,4%).

Les cours du pétrole ont poursuivi leur reprise à la hausse, entamée en 2017, portée par l'optimisme des investisseurs sur le rééquilibrage du marché pétrolier, en lien avec le respect des objectifs de quotas de production fixés au sein de l'OPEP et les inquiétudes pesant sur l'offre, en provenance du Venezuela, de la Russie et de l'Iran. Cette tendance contraste avec l'entrée en vigueur, en novembre 2018, des sanctions américaines contre le secteur pétrolier iranien.

Sur les marchés financiers, les principales places boursières ont enregistré des évolutions contrastées, dans un contexte marqué par un durcissement des conditions financières et la poursuite du resserrement de la politique monétaire aux Etats-Unis. En moyenne, l'indice de la bourse de New York, le Dow Jones, s'est renforcé de 15,2% par rapport à l'année précédente, porté par la vigueur de l'économie américaine, avec la mise en oeuvre des mesures de relance budgétaire. Au Japon, l'indice Nikkei 225 s'est conforté de 10,9% pour se situer à un niveau moyen de 22.317,7 points en 2018. En revanche, dans la Zone euro, l'indice EuroStoxx 50 s'est replié de 86,0 points par rapport à son niveau moyen de 2017, s'établissant à 3.383,5 points en 2018. Au niveau des marchés boursiers africains, les indices ont également connu des évolutions contrastées au cours de l'année 2018.

2. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DE L'UEMOA

L'activité économique est demeurée vigoureuse au sein de l'UEMOA en 2018, à la faveur de la consolidation, au plan international, de la demande intérieure dans les pays industrialisés. Au niveau interne, les économies ont tiré profit d'un environnement sociopolitique globalement favorable et d'un climat des affaires en amélioration.

L'activité économique a également bénéficié du regain de dynamisme dans les échanges avec le Nigeria, principal partenaire commercial de certains Etats membres de l'Union, et de la poursuite de la réalisation des investissements dans les infrastructures socioéconomiques.

Le produit intérieur brut (PIB) de l'Union a progressé, en termes réels, de 6,6% en 2018, tout comme en 2017, selon les estimations des Services officiels de ses Etats membres. La croissance économique a été impulsée principalement par le secteur tertiaire avec un apport de 3,6 points, à travers notamment la bonne tenue des activités commerciales, portuaires, aéroportuaires et de transport ainsi que des autres services. L'expansion économique provient également du secteur secondaire, deuxième pilier de la croissance avec une contribution de 1,5 point. Il a bénéficié de l'exécution, à un rythme soutenu, de travaux de

grande envergure dans les infrastructures de base, de l'amélioration de l'offre d'énergie électrique et du regain d'activités dans les industries extractives, avec notamment l'entrée en production de la société FEKOLA qui exploite la seconde plus grande mine d'or au Mali. Le secteur primaire a également contribué à la croissance économique à hauteur de 1,5 point, grâce à la hausse de la production agricole, favorisée par une bonne pluviométrie.

Par pays, la croissance économique est ressortie à 7,4% en Côte d'Ivoire, 7,0% au Niger, 6,7% au Bénin et au Sénégal, 6,6% au Burkina, 4,9% au Mali et au Togo et 3,8% en Guinée-Bissau.

Le taux d'inflation, en moyenne annuelle, est ressorti à 1,1% en 2018 contre une réalisation de 1,0% en 2017. Cette évolution s'explique principalement par une remontée progressive des prix à la pompe des carburants dans la plupart des pays de l'Union, notamment au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Togo.

En 2018, le différentiel d'inflation entre l'UEMOA et ses principaux partenaires est ressorti favorable de 2,9 points de pourcentage. En particulier, vis-à-vis du Nigeria et du Ghana, le différentiel d'inflation a même atteint respectivement 11,0 et 8,8 points de pourcentage.

3. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL

Au plan national, la situation économique a été marquée par la mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social (PDES 2017-2021) et celle du Programme Economique et Financier (2017-2020) avec le FMI, la gestion du contexte sécuritaire et ses ramifications sur le plan régional et l'amélioration de la situation économique au Nigeria. Dans ce contexte, le taux de croissance réel est ressorti à 7,0% en 2018 après 5,0% un an plus tôt, essentiellement imputable à la production agricole, à la branche construction, aux services non marchands des administrations publiques et aux impôts et taxes nets sur les produits.

L'accroissement de la valeur ajoutée du secteur primaire de 7,1% en 2018 contre 5,4% en 2017 est imputable à la campagne agricole 2018 plus favorable que la précédente, confortée par la poursuite de l'exécution des programmes de l'Initiative 3N et du Millenium Challenge Corporation, notamment les remises à niveau des aménagements hydroagricoles existants, l'augmentation des superficies emblavées et l'utilisation plus importante de matériels et d'intrants agricoles.

Le secteur secondaire a enregistré une croissance de 6,0% en 2018, après une hausse de 6,8% en 2017, en liaison avec la baisse de la production de l'uranium due à l'épuisement du gisement de la COMINAK et celle de la production du pétrole brut, du fait des travaux de maintenance qui ont entraîné momentanément l'arrêt de la production à la SORAZ. En revanche, les activités de production énergétique et de construction, dont le taux

d'accroissement ressort respectivement à 9,3% et 19,7%, ont bénéficié du dynamisme de la demande énergétique et de la poursuite des travaux d'infrastructures socio-économiques.

Pour ce qui est du secteur tertiaire, la croissance s'est consolidée avec un taux de 5,8% en 2018 contre 4,1% en 2017, en raison de la bonne tenue des activités des transports, de communications et des services non marchands des Administrations publiques.

L'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2018 s'est traduite par une progression des recettes, plus importante que celle des dépenses. Les recettes totales ont connu une hausse de 26,7% portée par les recettes fiscales qui ont augmenté de 27,1% traduisant la mise en œuvre des réformes au niveau des régies fiscales.

Pour ce qui est des dons, le montant mobilisé s'est élevé à 429,0 milliards contre 319,0 milliards en 2017.

S'agissant des dépenses publiques, elles ont progressé de 18,8% contre 6,9% en 2017, engendrées, à la fois, par les dépenses courantes budgétaires (+7,0%) et les dépenses en capital qui ont connu une hausse (+33,0)%.

Au total, le déficit budgétaire, dons compris, s'est amélioré, passant de 4,1% en 2017 à 3,0% en 2018.

La situation monétaire en 2018 a été marquée par une contraction des avoirs extérieurs nets et de la masse monétaire et une expansion des créances intérieures.

A fin décembre 2018, l'encours des créances intérieures s'est accru de 115,6 milliards, ou +11,4% en variation relative par rapport au mois de décembre 2017, pour ressortir à 1.125,6 milliards. Cette évolution résulte d'une dégradation des Créances Nettes sur l'Administration Centrale de 155,6 milliards et de l'augmentation des créances sur l'économie de 40,0 milliards. En effet, les Créances Nettes sur l'Administration Centrale se sont situées à +274,6 milliards à fin décembre 2018 contre +119,0 milliards à fin décembre 2017, en liaison avec une hausse des engagements de l'Administration Centrale plus importante que celle de ses créances vis-à-vis du secteur bancaire.

Parallèlement, l'encours des créances sur l'économie a diminué de 4,5%, pour se situer à 851,0 milliards à fin décembre 2018, en lien avec les remboursements nets des avances de trésorerie consenties à des entreprises minières et de BTP.

La masse monétaire a diminué de 24,2 milliards par rapport au mois de décembre 2017, ou 2,1% en valeur relative, pour se situer à 1.126,2 milliards à fin décembre 2018. Cette situation est consécutive à la baisse des dépôts en banque (-2,2%) et à la circulation fiduciaire (-2,0%).

La diminution de la circulation fiduciaire s'explique principalement par la révision de la méthodologie d'estimation, opérée dans le sillage de la migration des statistiques monétaires aux nouvelles normes du FMI depuis novembre 2016, ainsi qu'au ralentissement de la cadence de production des sociétés minières, qui a induit une baisse de la distribution des revenus salariaux dans les zones d'implantation, souvent faiblement bancarisées. La situation des dépôts retrace les sorties nettes d'avoirs relevées principalement sur les encaisses en banque des entreprises de BTP et de commerce.

Dans ces conditions, la balance des paiements du Niger est ressortie déficitaire de 113.930 millions en 2018, après un déficit de 134.978 millions enregistré en 2017, en amélioration de 15,6%.

L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements de 2008 à 2018 fait apparaître les évolutions suivantes :

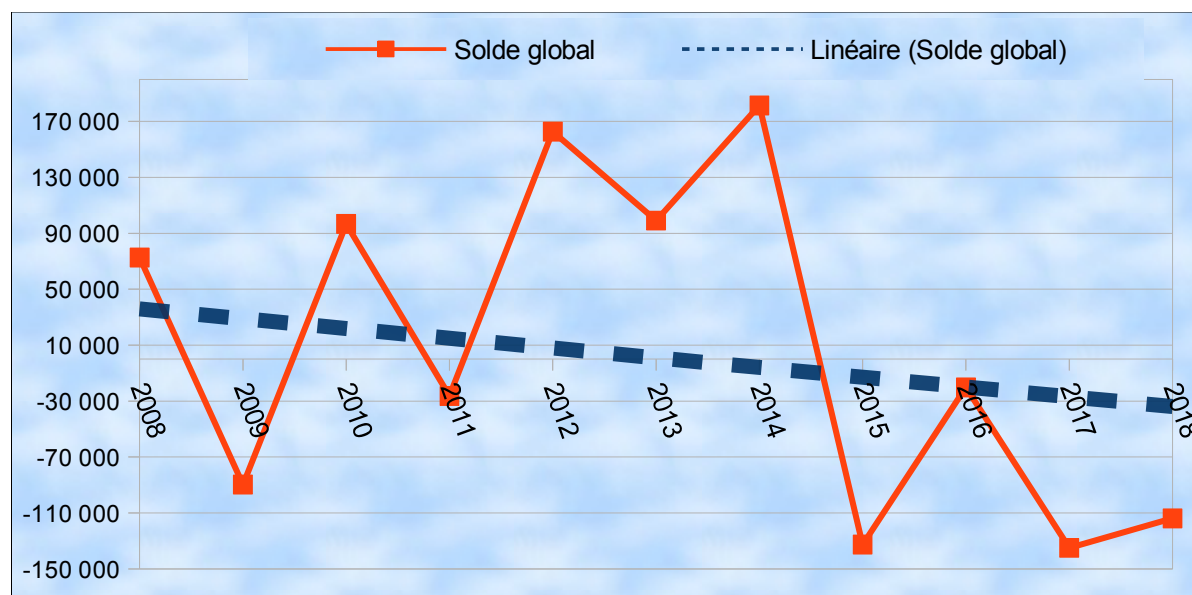
Tableau 1 : Evolution du solde global de la balance des paiements (en millions de FCFA)

Année	Solde
2008	72 696
2009	-89 754
2010	96 588
2011	-28 074
2012	162 685
2013	99 053
2014	181 363
2015	-132 646
2016	-20 243
2017	-134 978
2018	-113 930

Source : BCEAO

Sur une longue période, l'évolution du solde global de la balance des paiements du Niger présente un profil contrasté, reflétant des chocs internes, dont les plus récurrents sont les conditions agro-climatiques, et externes comme l'évolution des cours mondiaux des produits miniers, pétroliers et alimentaires sur le marché international, ainsi que la volatilité des appuis financiers extérieurs et du cours du Naira, la monnaie nigériane.

Graphique 1 : Solde global de la balance des paiements du Niger de 2008 à 2018



Source : BCEAO

La description détaillée de l'évolution des principaux postes de la balance des paiements et de la position extérieure globale (PEG) du Niger entre 2017 et 2018 est présentée dans les sections suivantes.

I. COMPTES DES TRANSACTIONS COURANTES

Les tableaux relatifs à la balance des paiements de l'année 2018 sont présentés en annexes 1.1 et 1.2. Il ressort que le déficit structurel de la balance courante s'est dégradé de 22,0%, en passant de 739.971 millions en 2017 à 902.614 millions en 2018, comme l'indique le tableau 2, ci-après.

Tableau 2 : Evolution des transactions courantes (Montants en millions de FCFA)

Poste	2014	2015	2016	2017	2018
Biens et services	-742 833	-963 765	-768 467	-874 017	-1 065 650
Biens	-367 896	-525 406	-405 479	-434 166	-599 497
Services	-374 937	-438 359	-362 989	-439 852	-466 153
Revenus primaires	-75 011	-90 479	-96 694	-105 457	-107 055
Revenus secondaires	172 537	175 575	164 903	239 504	270 091
Solde du compte courant	-645 307	-878 669	-700 258	-739 971	-902 614
Solde du compte courant (hors dons)	-713 207	-955 269	-766 458	-857 871	-1 028 282
PIB Nominal	4 068 902	5 715 039	6 096 438	6 485 968	7 121 376
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-17,5%	-16,7%	-12,6%	-13,2%	-14,4%

Sources : BCEAO et INS

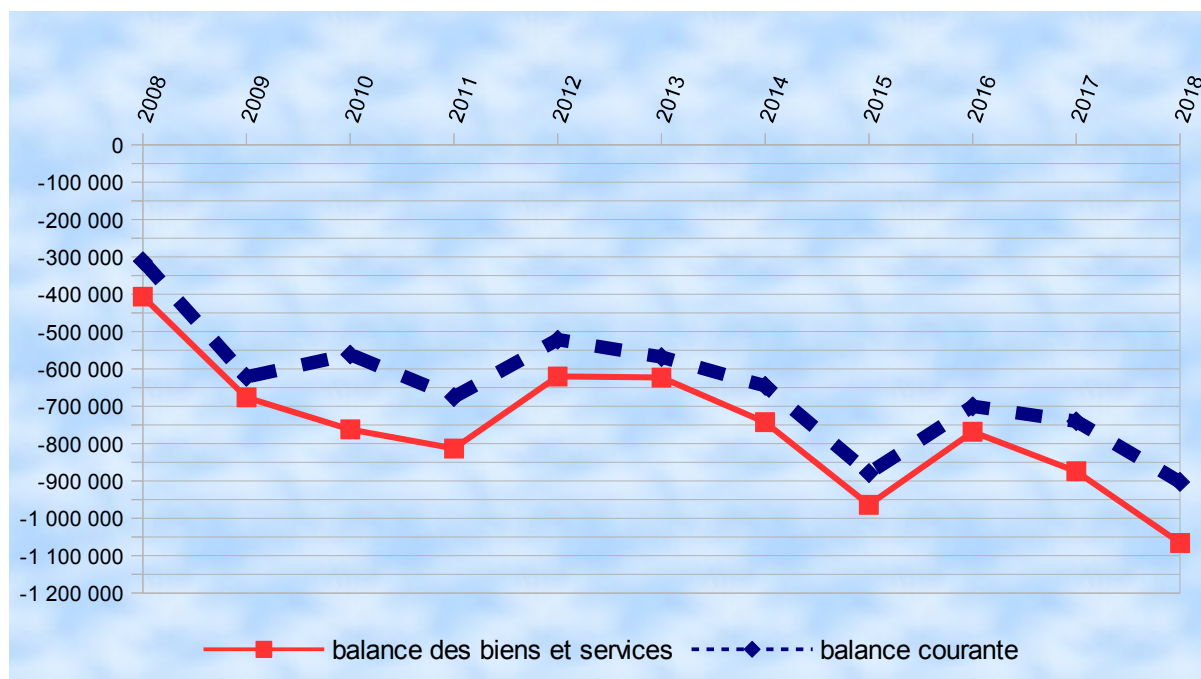
Cette évolution est imputable à la détérioration de la balance des biens et services, atténuée par l'excédent du revenu secondaire.

Le ratio du déficit courant, hors dons, rapporté au PIB s'est accru de 1,2 point de pourcentage (pp) pour ressortir à 14,4% en 2018 contre 13,2% en 2017. Cette situation traduit pour l'essentiel la poursuite des commandes de biens d'équipement et intermédiaires en rapport avec les travaux de construction d'infrastructures publiques et privées, dont la rénovation de l'aéroport de Niamey, la construction de nombreux hôtels, de routes, de ponts sur le fleuve Niger, les investissements des sociétés de prospection et d'exploitation minière et pétrolière, la consommation de services spécialisés, le paiement des intérêts sur la dette extérieure ainsi que l'achat des produits alimentaires.

Les soldes de la balance des biens et services et celui des transactions courantes présentent une évolution parallèle, comme l'illustre le graphique 2 ci-dessous.

Cette corrélation traduit pour l'essentiel l'importance des échanges de biens et du fret des marchandises dans les transactions courantes du Niger. Toutefois, un décrochage est observé entre 2009 et 2010, en raison de l'accroissement des transferts courants. La consommation des autres services par les entreprises résidentes, tels que les services de télécommunications, d'informatique et de construction, induit par le regain d'activités dans les secteurs minier, pétrolier, de télécommunications et des bâtiments et travaux publics, impacte le solde courant au Niger. A partir de 2011, les deux séries retrouvent leur évolution d'avant le choc de 2009, dans un contexte de mise en œuvre du PDES.

Graphique 2 : Evolution comparée de la balance des biens et services et de la balance courante de 2008 à 2018 (montants en millions de FCFA)



Source : BCEAO

Encadré 1 : Mise en œuvre du Plan de Développement Economique et Social (PDES 2017-2021) en 2018

Adopté par le Gouvernement le 9 mai 2017, le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2017-2021 est le premier plan quinquennal de l'opérationnalisation de la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI) Niger 2035.

Il tire ses fondements des orientations du «Programme de Renaissance Acte-2 », articulées autour de huit (08) priorités à savoir (i) promouvoir la renaissance culturelle, (ii) poursuivre la consolidation des institutions démocratiques, (iii) assurer la sécurité des personnes et des biens, (iv) garantir l'accès à l'eau pour tous, (v) assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers l'I3N, (vi) développer les infrastructures de communication et énergétiques, (vii) développer les secteurs sociaux : éducation et santé, (viii) promouvoir l'emploi des jeunes.

Le PDES 2017-2021 s'inscrit également dans le cadre des agendas internationaux (Agenda 2030 des Nations Unies, Agenda 2063 de l'Union Africaine, vision 2020 de la CEDEAO) et est conforme au Document d'orientations économiques 2016-2019 du Gouvernement qui a servi de base à l'élaboration du Programme Economique et Financier conclu avec le Fonds Monétaire International (FMI).

Partant des enseignements tirés de l'évaluation du PDES 2012-2015, cinq axes stratégiques ont été retenus à savoir : i) la renaissance culturelle ; ii) le développement social et la transition démographique ; iii) l'accélération de la croissance économique ; iv) l'amélioration de la gouvernance, paix et sécurité et v) la gestion durable de l'environnement. Il s'agit, à travers ces cinq axes, d'apporter des réponses appropriées aux défis majeurs auxquels le Niger fait face et qui entravent son développement économique et social.

Le montant du financement du PDES 2017-2021 est évalué à 13 735 milliards de FCFA dont 8 171 milliards de dépenses publiques et 5 564 milliards de dépenses d'investissements privés.

A cet effet, la table ronde de financement du PDES, tenue les 13 et 14 Décembre 2017 à Paris, a enregistré des annonces de contribution de 12,7 milliards de \$ US pour un besoin de 7 milliards \$ US, assurant ainsi très largement la couverture des besoins de financement pour la mise en œuvre du PDES 2017-2021.

Lors des annonces et manifestation d'intérêt du côté des investisseurs privés, les intentions enregistrées portent sur un montant global de 10,3 milliards pour un besoin de 10 milliards \$ US. Globalement, les annonces et manifestations d'intérêts d'un montant global de 23 milliards de \$ US ont été enregistrées.

A fin 2018, les progrès réalisés ont porté sur le domaine des infrastructures, qu'elles soient routières, énergétiques, de télécommunications, mais aussi urbaines. D'autre part, des résultats ont été obtenus sur le plan de l'Initiative 3N, de l'éducation, de la santé, de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, de la création d'emplois pour les jeunes.

Sources : PDES 2017-2021, Communiqué Table Ronde et Rapport de mise en œuvre

1.1. Balance commerciale de biens

Le déficit commercial a connu une détérioration de 165.331 millions en 2018, passant de 434.166 millions en 2017 à 599.497 millions en 2018 (cf. tableau 3).

Le ratio du déficit commercial au PIB suit la même dynamique, en passant de 6,7% en 2017 à 8,4% en 2018.

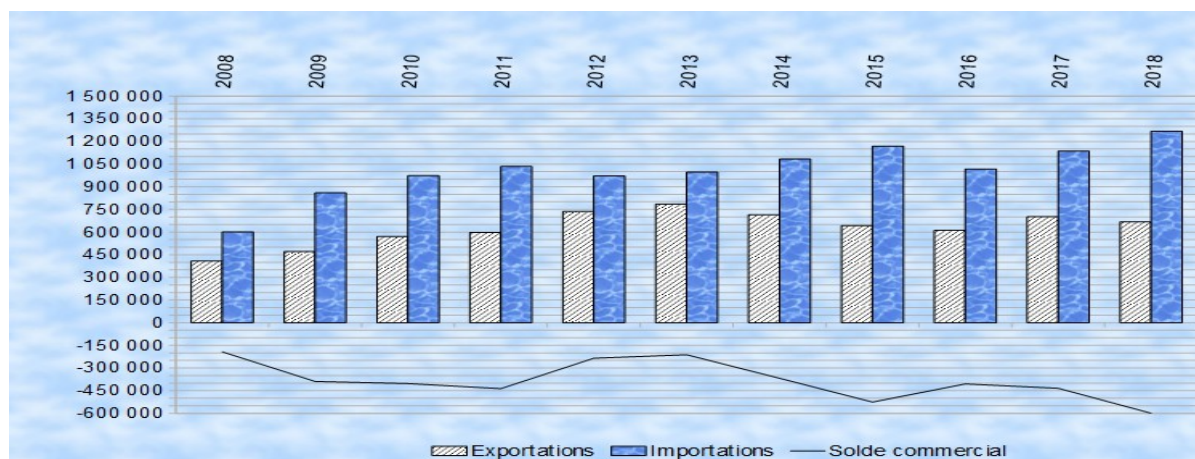
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale de biens (Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
Exportations totales ajustées	715 147	643 158	611 743	701 843	668 217
Total importations fob de biens	1 083 043	1 168 564	1 017 221	1 136 009	1 267 714
Balance commerciale	-367 896	-525 406	-405 479	-434 166	-599 497
Balance commerciale sur PIB	-9,0%	-9,2%	-6,7%	-6,7%	-8,4%
Taux de couverture des importations par les exportations	66,0%	55,0%	60,1%	61,8%	52,7%

Source : BCEAO

Ces évolutions se rapportent aux données ajustées, qui assurent une meilleure couverture du commerce extérieur et reflètent mieux l'orientation des échanges.

Graphique 3 : Evolution des composantes de la balance commerciale de 2008 à 2018

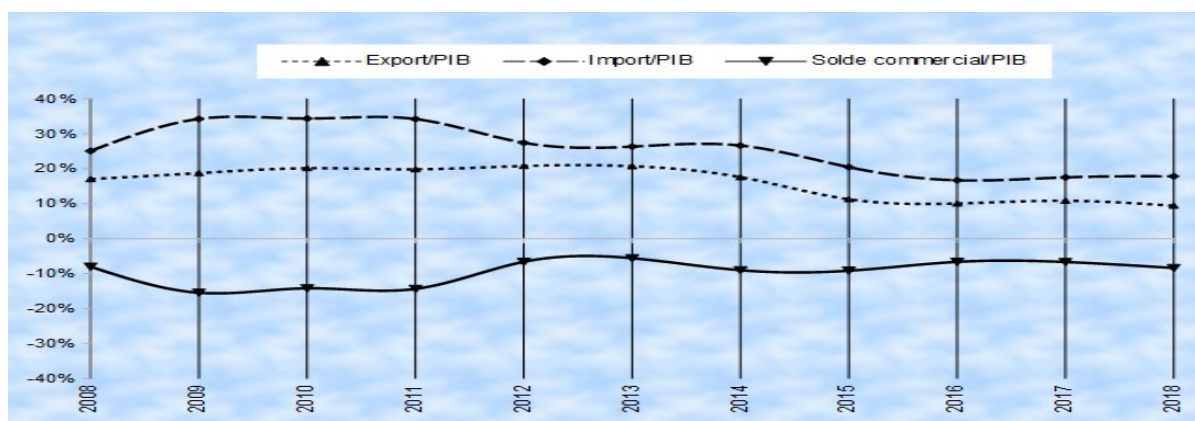


Source : BCEAO

La dégradation du déficit commercial entre 2017 et 2018 résulte de la hausse des importations (+131.706 millions), conjuguée à une baisse des exportations (-33.625 millions). En effet, les importations ont augmenté de 11,6%, tirées principalement par les achats des biens d'équipement et intermédiaires ainsi que ceux des produits alimentaires. Cette évolution est sous-tendue par la poursuite des grands travaux d'infrastructures socio-économiques ainsi que les investissements des sociétés de prospection et d'exploitation minière et pétrolière. La progression des achats des produits alimentaires est tirée par les céréales et les huiles alimentaires, dont une partie est réexportée de manière informelle vers certains pays voisins.

Concernant les exportations, elles sont passées de 701.843 millions en 2017 à 668.217 millions en 2018, soit une baisse de 4,8%, imputable aux expéditions pétrolières et uranifères, atténuée par les ventes des produits agropastoraux, dont le niébé et les animaux sur pied vers le Nigeria et l'oignon vers les autres pays de l'Union et le Ghana. Les produits pétroliers ont été impactés par la maintenance intervenue à la SORAZ en début d'année 2018, malgré la hausse des cours au niveau international. S'agissant des exportations d'uranium, elles ont poursuivi leur chute, entamée en 2013, pour se situer à 117.191 millions en 2018 contre 169.556 millions en 2017.

Graphique 4 : Evolution des ratios de la balance commerciale de 2008 à 2018



Source : BCEAO

En conséquence, le taux de couverture des importations FOB par les exportations est ressorti à 52,7% en 2018 contre 61,8% un an plus tôt. Le graphique 4, précédent, présente l'évolution des ratios de la balance commerciale en pourcentage du PIB.

1.1.1. Exportations de biens

1.1.1.1. Evolution globale des exportations de biens

Le tableau 4 ci-après indique l'évolution des exportations de biens reclassés suivant les principales composantes du MBP6.

Tableau 4 : Evolution des exportations selon les différents postes de biens (Montants en millions de F CFA)

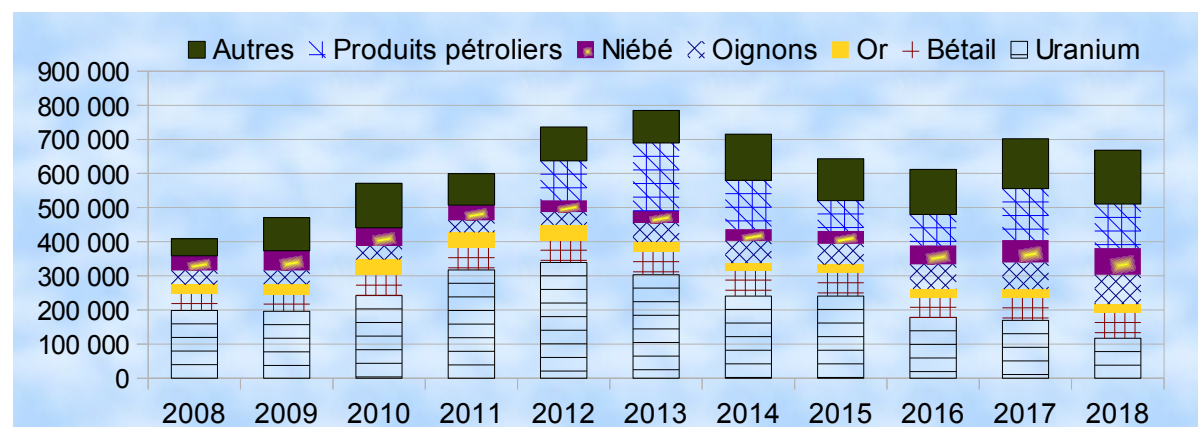
Poste	2014	2015	2016	2017	2018
Marchandises générales	693 417	618 322	587 240	675 679	642 805
- Uranium	240 529	240 762	177 680	169 556	117 191
- Pétrole raffiné	143 198	88 730	91 343	151 396	129 305
- Produits agropastoraux	174 125	166 152	186 480	208 486	238 576
- Autres produits	135 565	122 678	131 737	146 241	157 732
<i>Dont réexportations</i>	105 300	97 954	96 386	104 387	108 563
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0		0	33	0
Or non monétaire	21 730	24 836	24 503	26 131	25 413
Total exportations de biens	715 147	643 158	611 743	701 843	668 217

Source : BCEAO

Il en ressort un montant total des exportations de 668.217 millions en 2018 contre 701.843 millions en 2017, soit une baisse de 4,8% imputable principalement à la rubrique « marchandises générales ». Cette contre-performance provient notamment de la chute des expéditions pétrolières et uranifères, malgré l'accroissement des ventes des produits agropastoraux. S'agissant des exportations du pétrole raffiné, elles se sont établies à 129.305 millions en 2018 contre 151.396 millions un an plus tôt, en raison de la baisse du volume exporté. Pour l'uranium, le repli de 30,9% observé est dû à la réduction du prix conventionnel et des quantités exportées entre les deux années.

L'évolution des exportations des principaux produits est retracée ci-après (cf. graphique 5). Elle révèle une prédominance des produits agropastoraux (bétail, oignon et niébé), des produits miniers (uranium et or) et pétroliers.

Graphique 5 : Evolution des exportations en valeur des principaux produits de 2008 à 2018



Source : BCEAO

1.1.1.2. Composition des exportations de biens

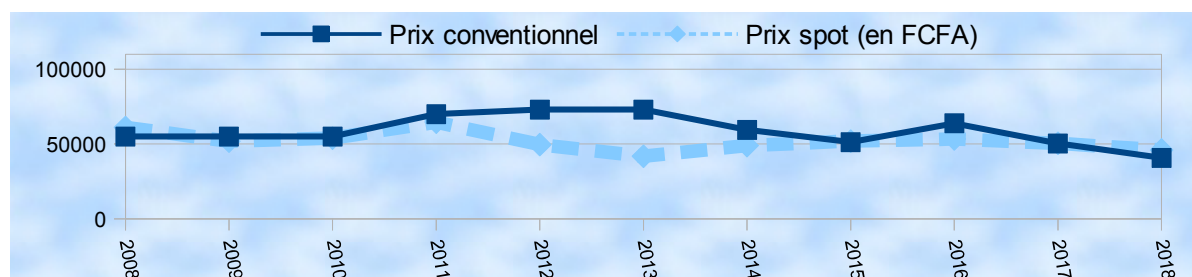
1.1.1.2.1. Uranium

Le volume d'uranium exporté par les sociétés minières s'est situé à 2.879 tonnes en 2018 contre 3.562 tonnes en 2017. Par ailleurs, la production est passée de 3.485 tonnes en 2017 à 2.910 tonnes au cours de l'année sous revue. Les expéditions des filiales d'ORANO (Ex-Areva) au Niger, à savoir la Société des Mines de l'Aïr (SOMAÏR) et la Compagnie Minière d'Akouta (COMINAK), intégrant celles pour le compte de la Société du Patrimoine des Mines du Niger (SOPAMIN²), ont porté respectivement sur 1.780,0 tonnes et 1.099,0 tonnes, contre 2.230,0 tonnes et 1.295,0 tonnes en 2017. La Société des Mines d'Azélik (SOMINA) a également expédié 37 tonnes en 2017. Quant au prix conventionnel du kilogramme pour la SOMAIR et la COMINAK, il est passé de 50.364 FCFA en 2017 à 40.761 FCFA en 2018 (soit une baisse de 19,1%).

Ainsi, en valeur, les exportations de la SOMAÏR, y compris les enlèvements de la SOPAMIN, ont atteint 72.377,0 millions en 2018 contre 100.835,0 millions en 2017 et celles de la COMINAK 44.814,0 millions en 2018 contre 61.026,0 millions un an plus tôt.

En liaison avec ces évolutions, les exportations totales en valeur d'uranium se sont établies à 117.191 millions en 2018, après 169.556 millions enregistrés en 2017, soit une baisse de 30,9% résultant de la diminution du prix conventionnel et des quantités vendues en raison de la morosité de la demande mondiale et de l'épuisement du gisement de la COMINAK.

Graphique 6 : Evolution du prix du kilogramme d'uranium (en FCFA) de 2008 à 2018



Source : BCEAO, Ministère des Mines

1.1.1.2.2. Pétrole

La Société de Raffinage de Zinder (SORAZ), dont la capacité de raffinage est de 20.000 barils/jour, assure la production des produits pétroliers depuis novembre 2011, répartie entre la consommation intérieure et les exportations. Ainsi, depuis 2012, le Niger exporte des produits pétroliers (essence, gazoil et gaz butane) à destination principalement du Nigeria, du Burkina Faso et du Mali par l'entremise de la SONIDEP et de la SORAZ (depuis août 2016).

Les expéditions des produits pétroliers, y compris l'avitaillement des aéronefs étrangers, se sont établies à 129.305 millions en 2018 contre 151.396 millions en 2017 en raison de la

²La SOPAMIN gère les parts de l'Etat du Niger dans le capital des sociétés minières. Elle ne fait pas des expéditions mais effectue des enlèvements sur les exportations de la SOMAIR et de la COMINAK qu'elle vend sur le marché international.

baisse du volume exporté, en lien avec l'arrêt momentané de la production pour travaux de maintenance, intervenue du 15 mars au 28 avril 2018.

Encadré 2 : Evolution du secteur extractif au Niger

Le secteur extractif au Niger est constitué des sociétés d'exploitation (la Compagnie Minière d'Akouta (COMINAK), la Société des Mines de l'Air (SOMAIR), la Société des Mines d'Azélik (SOMINA), la Société des Mines du Liptako (SML), la Société Nigérienne de Charbon d'Anou Araren (SONICHAR), la China National Petroleum Company-Niger Petroleum (CNPC-NP) et la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ), et de plusieurs autres sociétés dans la prospection et la recherche. L'exportation des produits pétroliers raffinés est assurée par la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP) et la SORAZ. Il existe depuis fin 2017 une société de raffinage d'or, dénommée AFRIOR. En outre, la Société du Patrimoine des Mines du Niger (SOPAMIN) gère les intérêts de l'Etat auprès des sociétés minières. Elle ne fait pas des expéditions mais effectue des levées sur les exportations de la SOMAIR et de la COMINAK.

De nombreuses entreprises de prospection, notamment GOVIEX, SIPEX NIGER BRANCH et SAVANNAH PETROLEUM, ont découvert d'importants gisements, qui pourraient être mis en exploitation au cours des prochaines années.

Dans le cadre de la relance des activités de recherche pétrolière, le Niger a adopté de nouveaux textes réglementaires en 2007. Il s'agit de la loi n°2007-01 du 31 janvier 2007 (Code Pétrolier), de son décret d'application, le décret n°2007-082/PRN/MME du 28 mars 2007 et deux contrats pétroliers type (le Contrat de Partage de Production et le Contrat de Concession). Cette loi fixe le régime juridique, fiscal, douanier et de change des activités de prospection, de recherche, d'exploitation et de transport des hydrocarbures sur le territoire de la République du Niger. La relecture de cette loi a conduit à l'adoption de la Loi n°2017-63 du 14 août 2017 portant Code Pétrolier.

Les principaux produits exploités du secteur extractif au Niger sont : (i) l'uranium, (ii) l'or, (iii) le charbon, (iv) le calcaire et (v) le pétrole. En effet, le pays produit de l'uranium depuis 1971, du charbon depuis 1975, de l'or depuis 2004 et du pétrole depuis 2011.

Pour ce qui est de l'uranium, le pays occupe le quatrième rang mondial des pays producteurs, avec trois sociétés à savoir : deux filiales d'ORANO (ex-AREVA), la SOMAIR et la COMINAK, et la SOMINA, essentiellement à capitaux chinois. Quant à l'or industriel, il est exploité par la SML. Il existe également une société de raffinage d'or, AFRIOR. S'agissant du charbon exploité par la SONICHAR, il sert principalement à la production de l'énergie électrique pour l'alimentation des localités situées au nord du pays.

Les secteurs minier et pétrolier nigériens ont bénéficié d'importants investissements, sous forme d'investissements directs étrangers (IDE). Ces flux d'investissement ont permis, d'une part, de créer de la richesse et de l'emploi et, d'autre part, de financer des projets et programmes de développement dans d'autres secteurs de l'économie nationale.

Les activités extractives ont représenté en moyenne 6,8% du PIB réel sur la période 2012-2018, avec une part plus importante pour la production du pétrole brut. Pour ce qui est du raffinage des produits pétroliers, il a représenté 2,7% du PIB sur la même période. Toutefois, son effet d'entraînement sur les autres secteurs est assez mitigé. Les exportations minières et pétrolières ont en moyenne représenté 64,5% des exportations du Niger sur la période 2012-2018. Il est à noter que la part de l'uranium continue de baisser depuis 2013, en raison de la chute des cours de l'uranium au niveau international et de l'épuisement du gisement de la COMINAK.

Parts des exportations minières et pétrolières dans les exportations totales (en %)								
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
OR	8,2%	6,2%	3,8%	3,0%	3,8%	4,0%	3,7%	3,8%
URANIUM	52,9%	46,0%	38,6%	33,6%	37,4%	29,0%	24,2%	17,5%
PETROLE RAFFINE	0,0%	15,8%	25,4%	20,0%	13,8%	14,9%	21,6%	19,4%
TOTAL	61,1%	68,0%	67,7%	56,7%	55,1%	48,0%	49,5%	40,7%

S'agissant du pétrole, de nombreuses Autorisations Exclusives de Recherche (AER) ont été octroyées ces dernières années et les perspectives reposent sur le projet d'exportation du pétrole brut par pipeline avec une quantité estimée à 90 000 barils/jour.

Sources : BCEAO et INS

1.1.1.2.3. Or

Les expéditions de l'or industriel, au titre de l'année 2018, se sont traduites par une baisse du volume, passant de 822,4 kg en 2017 à 463,7 kg en 2018. La baisse des exportations s'est fortement ressentie du changement de l'actionariat de la SML³, ainsi que celle de la baisse

³ Après le retrait de SEMAFO, la société a été reprise par des investisseurs nigériens à hauteur de 75%, le reste étant détenu par l'Etat. Toutefois, cette reprise n'a pas permis de redresser la production de l'entreprise.

du prix du métal. Le prix moyen de vente s'est situé en moyenne à 23.934 FCFA le gramme en 2018. Dans ces conditions, les expéditions de l'or industriel passent de 20.129,0 millions en 2017 à 11.098,1 millions en 2018, soit une chute de 44,9%.

S'agissant de l'or orpaillé, les ventes à l'extérieur se sont situées à 14.314,9 millions en 2018 contre 6.899 millions en 2017, en lien avec les expéditions d'une société de raffinage d'or installée en 2017. En outre, le prix de l'or orpaillé s'est établi à 18.565 FCFA en 2018 contre 19.579,2 FCFA le gramme en 2017.

Ainsi, les exportations totales d'or en valeur ressortent à 25.413 millions en 2018 contre 26.131 millions l'année précédente, soit une baisse de 2,7% en valeur relative.

1.1.1.2.4. Bétail

Les exportations de bétail ont continué leur reprise, amorcée en 2017, avec une hausse de 10,5% en valeur durant ladite année, après un recul de 12,6% enregistré en 2016, ressortant à 74.742 millions en 2018, soit une progression de 14,2%, influencée par la situation économique au Nigeria, principale destination de ce produit. En effet, la sortie du Nigeria de la récession économique et la hausse du Naira entre 2017 et 2018 ont dopé les expéditions nigériennes.

1.1.1.2.5. Oignons

La valeur totale des exportations d'oignon ressort à 86.385 millions en 2018 contre 78.090 millions en 2017, suite à la hausse de la production, en lien avec les effets de la mise en œuvre du comptoir de l'oignon et de ceux de l'initiative 3N, notamment les remises à niveau des aménagements hydroagricoles existants, l'augmentation des superficies emblavées et l'utilisation plus importante de matériels et d'intrants agricoles.

1.1.1.2.6. Niébé

Le commerce du niébé est essentiellement orienté vers le Nigeria. Par ailleurs, en raison d'un important commerce informel sur ce produit et de la fraude douanière, son évaluation est notamment confrontée à une sous-estimation des exportations par les statistiques officielles.

En 2018, la valeur ajustée des exportations de niébé s'est située à 77.450 millions en 2018, en progression de 19,2% par rapport au niveau de 64.950 millions enregistré un an plus tôt, suite à une hausse de la production lors de la campagne agricole et à la lutte contre les insectes ravageurs. En effet, la production est passée de 1.668.023 tonnes en 2015 à 1.982.300 tonnes en 2016, à 1.953.700 tonnes en 2017 et un record de 2.282.382 tonnes en 2018. L'expédition de ce produit dépend non seulement de la campagne précédente, dont les stocks sont écoulés au cours de l'année suivante, mais également de celle en cours durant le dernier trimestre.

1.1.1.2. 7. Autres exportations

Ces exportations sont ressorties à 157.732,0 millions en 2018 contre 146.241,0 millions en 2017, soit une hausse de 7,9%, en raison de l'accroissement des réexportations de marchandises vers le Nigeria ainsi que celle du souchet et du sésame, suite à l'accroissement de la production de ces spéculations. En effet, les autres produits exportés sont constitués de cuirs et peaux, de produits piscicoles, de cultures de rente (souchet, coton égrené, sésame, huile d'arachide et gomme arabique) ainsi que des réexportations de cigarettes, de friperies, de tissus de coton, de véhicules et engins et de produits alimentaires (riz, pâtes alimentaires, huiles végétales, etc.).

L'annexe 1.7 présente l'évolution des exportations ajustées de marchandises par principaux produits, telles qu'elles ressortent des statistiques officielles et des ajustements opérés. Le ratio du service de la dette extérieure sur les exportations⁴ est ressorti à 8,0%, en hausse de 2,6% par rapport à son niveau de 2017. Il est largement en dessous du seuil de vulnérabilité fixé à 20%.

Tableau 5 : Evolution du service de la dette sur les exportations ajustées de marchandises générales (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
Exportations totales ajustées	715 147	643 158	611 743	701 843	668 217
Service de la dette publique extérieure	30 542	36 719	38 720	37 946	53 428
Service de la dette/Exportations	4,3%	5,7%	6,0%	5,4%	8,0%

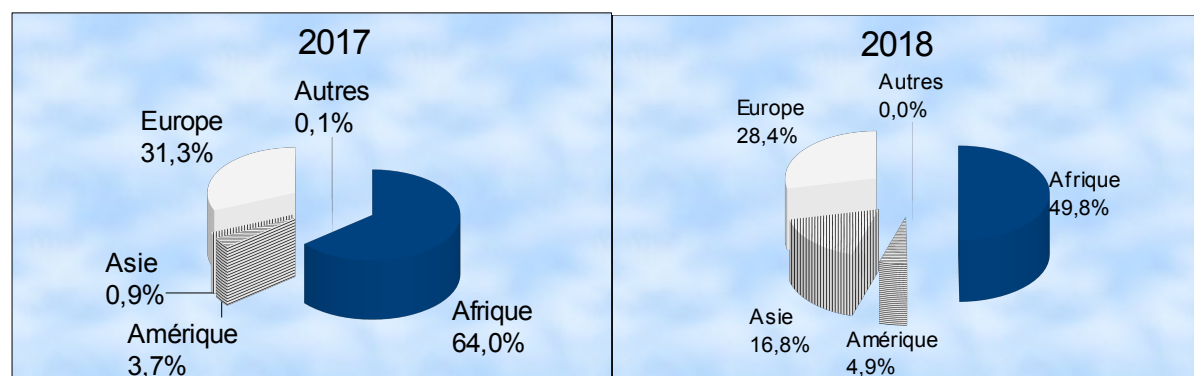
Sources : BCEAO et MF

1.1.1.3. Orientation géographique des exportations

L'analyse des données du tableau 1.9, présenté en annexe, fait ressortir une nette progression de la part des exportations à destination de l'Asie et un repli de celles vers l'Afrique et de l'Europe.

L'Afrique est le premier marché à l'exportation du Niger en absorbant 49,8% de ses ventes en 2018 contre 64,0% l'année précédente, suivie de l'Europe (28,4%), de l'Asie (16,8%) et de l'Amérique (4,9%), comme l'indique le graphique 7 suivant.

Graphique 7 : Répartition des exportations par zone géographique en 2017 et 2018



Source : BCEAO

⁴ Ce ratio constitue un indicateur de viabilité de la dette qui évalue la part des recettes d'exportations consacrée au service de la dette extérieure. Il permet d'apprécier la vulnérabilité du paiement des engagements face à une baisse inattendue des recettes d'exportation.

Le maintien de l'Afrique à la place de premier client du Niger s'explique par les expéditions des produits pétroliers et dans une moindre mesure par celle du niébé, de l'oignon, des animaux sur pied et des réexportations.

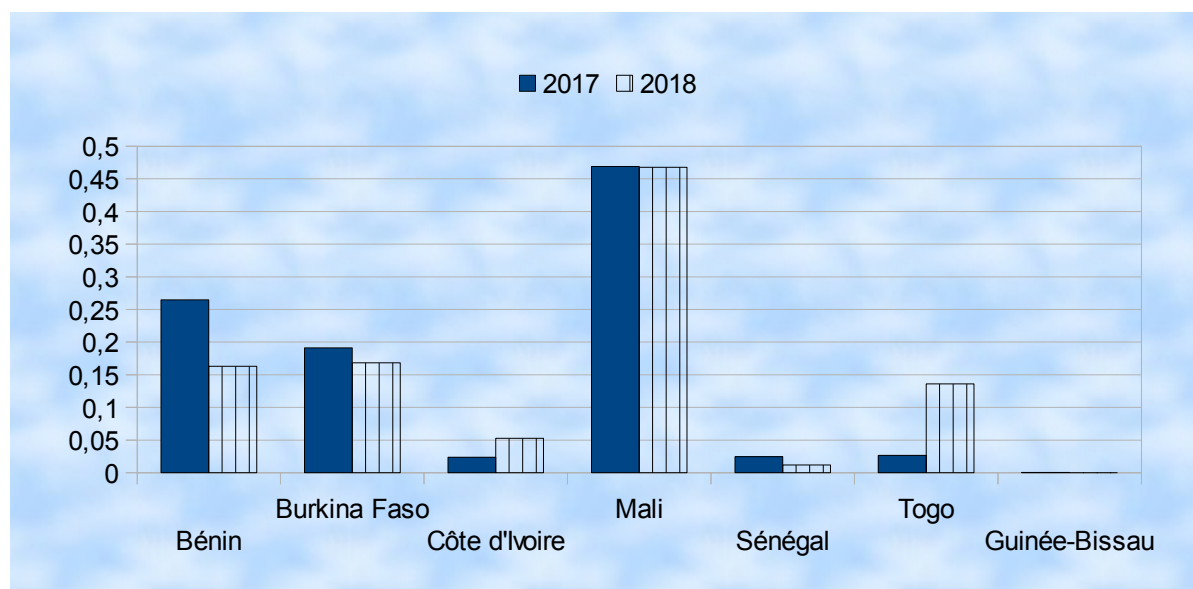
Quant à l'Europe, elle occupe la deuxième place des partenaires du Niger à l'exportation, avec 28,4% des échanges contre 31,3% un an plus tôt. Cette baisse de la part de l'Europe est due essentiellement à la chute des expéditions d'uranium vers la France.

Le rebond de l'Asie s'explique par les ventes d'or en direction des Emirats Arabes Unis par la société de raffinage d'or « AFRIOR » et des ventes d'uranium.

En ce qui concerne les transactions avec les pays membres de l'UEMOA, les données ont été corrigées des différentes asymétries⁵ relevées entre les pays de l'Union. Il ressort que ces pays ont accueilli 21,6% des exportations du Niger en 2018 alors que ce niveau était de 26,4% en 2017. Cette situation est imputable principalement à la baisse des expéditions des produits pétroliers raffinés, malgré la hausse des ventes de bétails et des animaux sur pieds.

Les produits vendus dans l'UEMOA sont principalement constitués d'oignons, du bétail et, surtout, du pétrole raffiné, en direction du Mali, du Burkina, du Togo et de la Côte d'Ivoire (cf. graphique 8).

Graphique 8 : Répartition des exportations UEMOA en 2017 et 2018 (en %)



Source : BCEAO

1.1.2. Importations de biens

1.1.2.1. Evolution globale des importations de biens

Le tableau 6 ci-dessous présente l'évolution des importations FOB de biens reclassés suivant les principales composantes du MBP6.

⁵ Les asymétries dans les statistiques du commerce extérieur intra-UEMOA biaisent l'analyse de la balance des paiements régionale qu'élabore la BCEAO. Afin d'y remédier, le Conseil des Ministres de l'Union a approuvé en mars 2003 la mise en place d'une Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA. Elle a démarré ses activités en 2007. Elle procède chaque année au retraitement des données du commerce intra-UEMOA, les purgeant des asymétries relevées sur la base des données douanières des Etats.

Tableau 6 : Evolution des importations FOB de biens (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
Marchandises générales	1 082 992	1 168 494	1 017 221	1 136 009	1 267 714
Or non monétaire	1	0	0	0	0
Importations nettes de biens dans le cadre du négoce	50	70	0	0	0
Total importations fob de biens	1 083 043	1 168 564	1 017 221	1 136 009	1 267 714
PIB nominal	4 068 903	5 715 039	6 096 438	6 485 968	7 121 376
Importations fob de biens /PIB	26,62%	20,45%	22,8%	17,51%	17,80%

Source : BCEAO

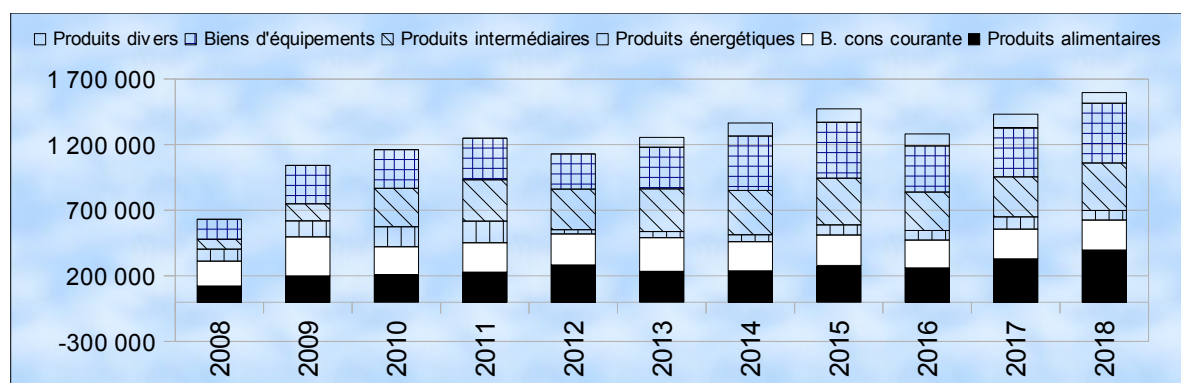
L'évolution des importations CAF par grands groupes de produits est, quant à elle, retracée dans le graphique 9 ci-dessous, élaboré à partir des données de l'annexe 1.11.

1.1.2.2. Composition des importations de biens

La décomposition de ces groupes de produits a permis de faire ressortir, en détail, l'évolution des principaux produits importés au Niger. Les biens d'équipement, dont les machines et appareils (électrique et mécanique), les matériels de transport, de précision ainsi que les biens meubles, constituent le groupe prédominant, avec 28,3% du total des achats à l'extérieur en 2018 contre 25,9% en 2017, suivis des produits alimentaires (céréales, pâtes alimentaires, huiles végétales, etc.) avec 24,9% après 23,1% du total un an plus tôt. Viennent ensuite les biens intermédiaires (avec 22,6% en 2018 contre 21,3% l'année précédente), constitués du ciment, du fer, de l'acier et des produits chimiques, les biens de consommation courante (14,2%) et les autres biens (5,1%). Les produits pétroliers et énergétiques sont passés de 6,5% à 5,1% d'une année sur l'autre, en raison de la baisse des importations du carburéacteur et de la bitume, malgré la hausse de la commande d'électricité due à l'accroissement de la demande.

La hausse des importations des biens d'équipement et intermédiaires est en liaison avec les travaux de construction d'infrastructures publiques et privées, dont la rénovation de l'aéroport de Niamey, la construction de nombreux hôtels, routes, ponts sur le fleuve Niger ainsi que les investissements des sociétés d'exploitation et d'exploration minière et pétrolière.

La progression des achats des produits alimentaires est en lien avec l'accroissement des importations de riz, de pâtes alimentaires et des huiles végétales.

Graphique 9 : Evolution des importations en valeur par groupes de produits de 2008 à 2018

Source : BCEAO

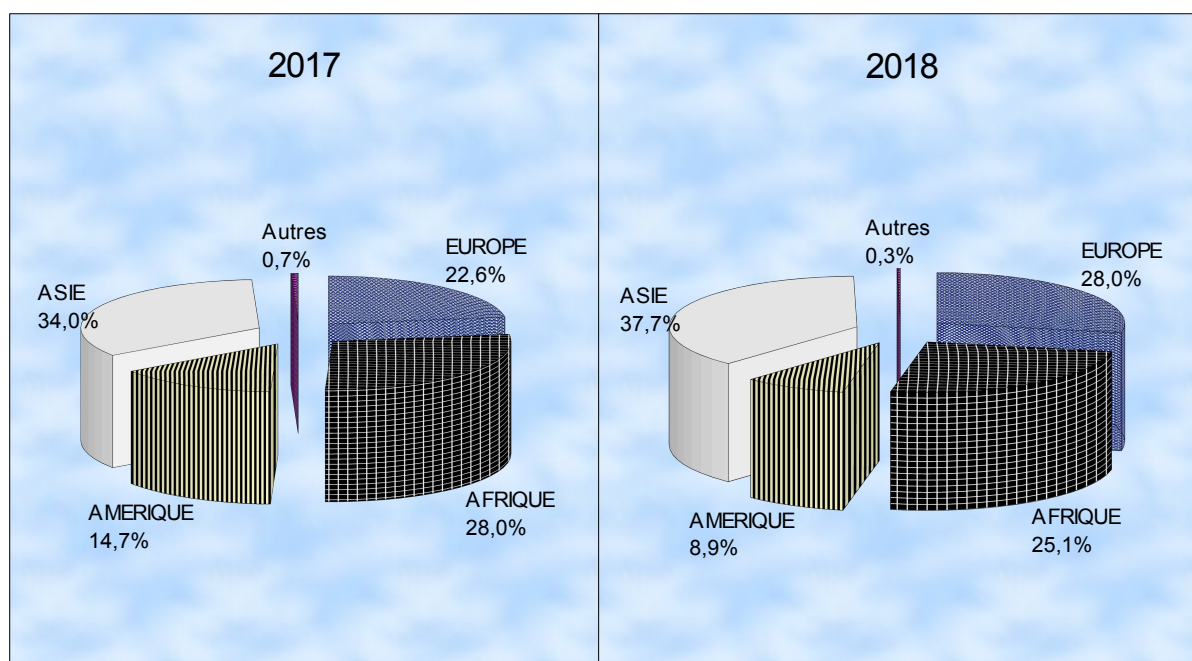
1.1.2.3. Orientation géographique des importations de biens

La zone Asie demeure la principale source d'approvisionnement du Niger avec 37,7% de la valeur totale des importations au titre de l'année 2018 contre 34,0% un an plus tôt (cf. graphique 10 et annexe 1.12). Elle est suivie de l'Europe avec 28,0% (contre 22,6% en 2017) et l'Afrique avec 25,1% (contre 28,0% en 2017). Quant au continent américain, il a livré 8,9% des importations du Niger en 2018.

Les produits en provenance de l'Asie sont constitués pour l'essentiel des appareils électroniques, des biens d'équipement, des céréales, de matériels de bureau, des textiles, des friperies et du thé.

Quant aux importations en provenance de l'Europe, elles sont constituées pour l'essentiel de certains produits pétroliers, pharmaceutiques et laitiers, des cigarettes, de matériels de télécommunications, des appareils de précision, des véhicules neufs ainsi que ceux d'occasion.

Graphique 10 : Parts des principaux pays partenaires à l'importation en 2017 et 2018

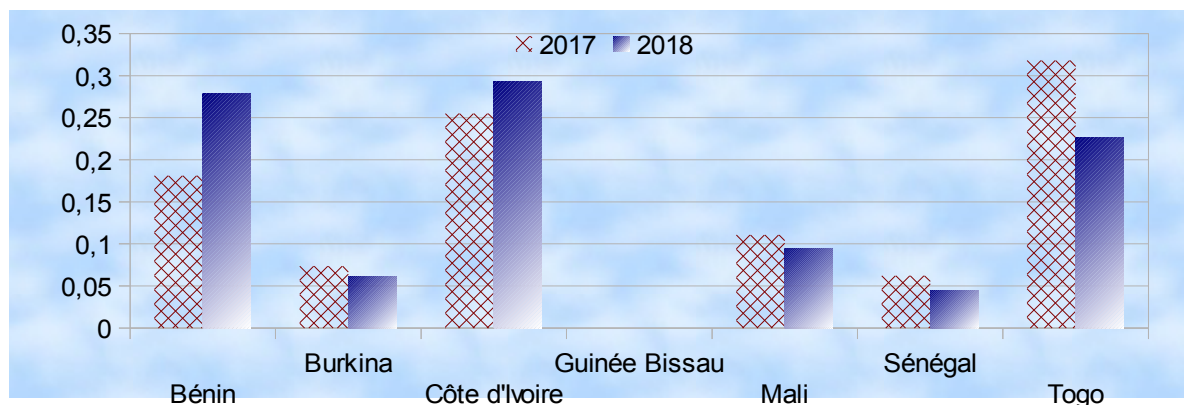


Source : BCEAO

Au niveau du continent africain, 53,6% des marchandises importées proviennent de la Zone UEMOA. Ces importations sont principalement composées du ciment, des huiles de cuisine, de céréales, des fruits et légumes et des produits manufacturés.

Les approvisionnements en provenance des autres Etats de l'Union se sont établies à 202.857,6 millions en 2018 contre 176.247 millions à fin décembre 2017. Ces transactions sont dominées par la Côte d'Ivoire (29,4%), le Bénin (27,9%) et le Togo (22,6%), comme l'indique le tableau de l'annexe 1.12.

Graphique 11 : Répartition des importations en provenance de l'UEMOA en 2017 et 2018



Source : BCEAO

1.2. Balance des services

Le déficit de la balance des services s'est aggravé de 26.302 millions pour ressortir à 466.153 millions en 2018 contre 439.852 millions en 2017. Cette situation résulte principalement de la progression des dépenses en fret et assurances induite par la hausse des importations.

En revanche, le solde déficitaire des autres services, constitués notamment des services de télécommunications, d'informatique, d'informations, de fabrication, de recherche et développement, de conseil en gestion, de réparation et maintenance, des travaux de construction ainsi que des biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs, s'est situé, quant à lui, à 117.443 millions en 2017 contre 126.900 millions un an plus tôt.

En effet, ce poste a connu une amélioration de 9.457 millions entre 2017 et 2018, en raison des recettes de télécommunications réalisées par les compagnies de téléphonie mobile, liées notamment à l'interconnexion, et services de fabrication fournis aux non-résidents, tempérée par le regain d'intensité des travaux de construction d'infrastructures et dans les domaines minier et pétrolier. En effet, les compagnies de téléphonie mobile réalisent des recettes dans le cadre de l'utilisation de leurs réseaux par des voyageurs étrangers et effectuent également des dépenses pour l'utilisation des plate-formes étrangères.

Tableau 7 : Evolution de la balance des services de 2014 à 2018

(Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
Transport	-296 541	-338 754	-283 514	-314 615	-350 562
Voyage	2 430	2 143	1 516	1 664	1 852
Autres services	-80 826	-101 748	-80 991	-126 900	-117 443
Total balance des services	-374 937	-438 359	-362 989	-439 852	-466 153

Source : BCEAO

1.2.1. Transports

Le solde déficitaire des transports s'est alourdi, passant de 314.615 millions en 2017 à 350.562 millions en 2018, imputable à la progression des dépenses nettes en fret de 37.847 millions, induite par la hausse des importations.

Tableau 8 : Evolution du poste "transports" (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
Transports	-296 541	-338 754	-283 514	-314 615	-350 562
- passagers	-17 014	-38 051	-17 121	-18 620	-16 848
- Fret	-278 987	-302 521	-263 313	-294 026	-331 873
- Autres	-540	1 818	-3 080	-1 969	-1 840
Importations CAF de marchandises	1 364 893 510	1 472 670	1 281 942	1 431 643	1 597 623
Fret/Importations CAF	20,65%	20,65%	20,65%	20,65%	20,65%

Source : BCEAO

1.2.2. Voyages

Le poste « voyages » est ressorti à 1.852 millions en 2018 contre 1.664 millions un an plus tôt. En effet, comme l'indique le tableau 9 ci-après, le poste voyage a affiché une hausse de 188,0 millions par rapport à l'année 2017, imputable principalement aux voyages à titre professionnel, dont la balance s'est améliorée en raison de l'organisation de plusieurs rencontres et foires à Niamey. La dégradation des voyages à titre personnel est en lien avec les dépenses relatives au pèlerinage à la Mecque ainsi que les autres dépenses touristiques à l'étranger, malgré la chute de celles relatives aux évacuations sanitaires. Les transactions du Niger avec les autres pays de l'Union ont porté sur 16.677,3 millions pour les recettes de voyage et 25.463,2 millions pour les dépenses.

Tableau 9 : Evolution du poste "voyages" (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
Voyages	2 430	2 143	1 516	1 664	1 852
- à titre professionnel	7 551	4 952	5 200	12 037	13 131
- à titre personnel	-5 121	-2 809	-3 684	-10 373	-11 279

Source : BCEAO

1.2.3. Autres Services

L'examen du Tableau 9 ci-dessous fait ressortir un solde déficitaire de 117.443 millions, en baisse par rapport au niveau de 126.900 millions atteint en 2017, imputable essentiellement aux recettes de télécommunications, aux biens et services des administrations publiques ainsi qu'aux services de fabrication fournis.

Tableau 10 : Evolution du poste "Autres services" (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-5 950	-11 311	-13 332	-25 833	-29 872
Travaux de construction	-61 301	-68 968	-56 526	-69 306	-62 971
Services d'assurance et de retraite	-5 793	-5 702	-3 641	-6 466	-5 670
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	12 452	11 889	10 800	9 056	12 201
Autres services aux entreprises (R&D, Conseil en gestion, services spécialisés, services liés au commerce international)	-24 256	-30 799	-22 247	-38 538	-39 472
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	4 252	3 600	3 654	6 504	7 420
Divers autres services	-230	-458	301	-2 316	920
Total Autres services	-80 826	-101 748	-80 991	-126 900	-117 443

Source : BCEAO

La consommation en services spécialisés concerne le secteur des BTP (travaux routiers, construction des échangeurs), l'exploration minière et pétrolière, ainsi que les télécommunications.

1.3. Compte du revenu primaire

Le solde du revenu primaire s'est dégradé de 1.598 millions pour s'établir à -107.055 millions en 2018, en liaison principalement avec la hausse des revenus des investissements, tempérée par l'amélioration de l'excédent des rémunérations des salariés.

Les flux de revenus entre le Niger et le reste du monde se décomposent en revenus du travail, constitués exclusivement des revenus des salariés, des revenus d'investissements, ventilés en investissements directs, intérêts dus au titre de la dette extérieure et revenus divers émanant des investissements en capital, et les autres revenus primaires, dont les versements à l'UEMOA et à la CEDEAO.

Tableau 11 : Evolution de la balance du revenu primaire (Montants en millions de F CFA)

Poste	2014	2015	2016	2017	2018
Rémunérations des salariés	8 890	9 592	7 473	10 779	12 249
Revenus des investissements	-84 443	-89 739	-97 093	-108 609	-110 101
Dont intérêts sur la dette publique	-9 955	-13 300	-18 400	-16 400	-21 237
Autres revenus primaires	542	-10 332	-7 073	-7 627	-9 203
Revenu primaire net	-75 011	-90 479	-96 694	-105 457	-107 055

Source : BCEAO

Les revenus nets des salariés, constitués des rémunérations des organismes non-résidents versées au personnel recruté localement nettes des salaires versés par les représentations nigériennes à l'étranger et les revenus des travailleurs saisonniers, se sont situés à 12.249 millions en 2018 contre 10.779 millions un an plus tôt. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des revenus des travailleurs saisonniers du fait de l'amélioration de la situation économique dans les pays de destination et des salaires versés aux résidents par les représentations diplomatiques étrangères.

Quant aux revenus des investissements, leur solde s'est détérioré de 1.492 millions entre 2017 et 2018, en ressortant à -110.101 millions contre -108.609 millions en 2017, imputable aux paiements d'intérêts sur les engagements publics. Concernant les intérêts hors titres publics de la dette publique extérieure, ils se sont établis à 21.237 millions en 2018 contre 16.400 millions l'année précédente, en lien avec les tirages effectués les années précédentes. Il en résulte un ratio des intérêts de la dette publique extérieure sur le total des revenus nets des investissements de 19,3%, en hausse par rapport à 2017.

S'agissant des autres revenus primaires, ils sont constitués du Prélèvement Communautaire de la CEDEAO (PC) et du Prélèvement Communautaire de Solidarité de l'UEMOA (PCS) dans le cadre de la mise en œuvre du processus d'intégration sous-régional par application d'une taxe de 0,8% sur certaines importations. Les montants transférés ont atteint 9.203 millions en 2018 contre 7.627 millions en 2017, suite à la hausse des importations.

Tableau 12 : Evolution des revenus nets des investissements (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
Total des revenus des investissements	-84 443	-89 739	-97 093	-108 609	-110 101
.Revenus des investissements directs	-52 690	-71 341	-78 257	-79 481	-75 620
. Intérêts sur la dette publique extérieure	-9 955	-13 300	-18 400	-16 400	-21 237
. Autres revenus des investissements	-21 798	-5 098	-437	-12 728	-13 244
Intérêts de la dette extérieure/Total des revenus des investissements	11,8%	14,8%	19,0%	15,1%	19,3%

Source : BCEAO

1.4. Compte du revenu secondaire

Les deux principales composantes de ce poste sont les transferts courants publics et les transferts courants privés effectués en faveur des autres secteurs. Les transferts courants publics comprennent les appuis budgétaires, les aides alimentaires et les autres dons courants en nature destinés notamment aux secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de la défense. S'agissant des transferts courants des autres secteurs, ils sont pour l'essentiel constitués des envois de fonds des travailleurs et des subventions reçues de l'extérieur par les ONG résidentes.

Les aides budgétaires mobilisées, provenant essentiellement de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale et de la France, passent de 117.957 millions en 2017 à un montant record de 125.669 millions en 2018.

S'agissant des aides en espèces et en nature reçues par l'Etat du Niger, elles sont évaluées à 19.737,8 millions en 2018, dont plus de la moitié en provenance de l'Union Européenne au titre de l'aide alimentaire. L'Etat a, en outre, contribué au fonctionnement des organisations internationales et aux autres transferts à hauteur de 2.963 millions en 2018.

Les transferts destinés aux ménages et aux ONG se sont établis à 127.648 millions contre 107.427 millions l'année précédente, imputable aux envois de fonds des travailleurs et des subventions reçues de l'extérieur par les ONG en lien avec la gestion des réfugiés en provenance du Mali et du Nigeria et en appui aux populations locales. Les envois de fonds ont été impulsé par l'amélioration de la situation économique des pays de résidence de la diaspora. En 2018, les réceptions de fonds des migrants en provenance des autres pays l'Union se sont situées à 36.110 millions et les envois se sont établis à 26.898,5 millions.

Au total, le solde du revenu secondaire s'est établi à 270.091 millions en 2018 contre 239.504 millions un an plus tôt, en rapport avec l'accroissement des transferts publics et privés notamment les aides budgétaires et les envois de fonds des travailleurs migrants.

Tableau 13 : Evolution de la balance du revenu secondaire (Montants en millions de FCFA)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
- Administration publique	91 768	94 525	82 828	132 077	142 443
. dont aides budgétaires	67 900	76 600	66 200	117 957	125 669
- Autres secteurs	80 769	81 050	82 075	107 427	127 648
. dont envois de fonds des travailleurs	26 566	31 980	32 367	43 972	50 083
Total revenu secondaire	172 537	175 575	164 903	239 504	270 091

Source : BCEAO

II - Compte de capital

Les deux principales composantes du compte de capital sont les « transferts en capital » et les « cessions ou acquisitions d'actifs non financiers non produits ». Le solde de ce compte s'est situé à 346.578 millions en 2018 contre 236.953 millions en 2017. Ce mouvement haussier est imputable essentiellement aux transferts en capital reçus par l'Etat et les autres secteurs.

Les dons projets d'un montant de 303.264 millions proviennent principalement du Fonds Européen de Développement (FED), des agences des Nations Unies (notamment l'UNICEF, l'OMS, le FNUAP et le PNUD), de certains pays de l'Union Européenne, de la Chine, du Japon, de l'Inde, de la Banque Africaine de Développement et de la Banque Mondiale, à la faveur de la poursuite de la coopération avec ces pays et institutions pour le financement des infrastructures économiques, dont les routes, ponts et centre de conférence.

Par ailleurs, les dons en capital reçus par les autres secteurs ont concerné les ONG et la poursuite de la construction d'un immeuble et d'une université par la BID, en faveur de l'Université Islamique au Niger.

Tableau 14 : Evolution du compte de capital (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
- Transferts de capital Adm. Publ.	154 300	156 000	204 025	200 973	303 264
. Remise de dette	0	0	0	0	0
. Autres transferts	154 300	156 000	204 025	200 973	303 264
- Transferts des autres secteurs	13 780	19 047	25 926	33 108	40 790
Total des transferts de capital	168 080	175 048	229 951	234 081	344 054
Acquis. ou cess. d'actifs non financiers non produits	15 992	-1 134	-316	2 872	2 524
Total compte de capital	184 072	173 913	229 635	236 953	346 578

Source : BCEAO

III. Compte financier

Le solde du compte financier, qui retrace les acquisitions nettes d'actifs et les accroissements nets de passifs financiers, est passé de -372.966 millions en 2017 à -446.320 millions en 2018, imputable aux investissements directs étrangers et aux investissements de portefeuille.

Tableau 15 : Evolution du compte financier (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
- Investissements directs	-362 569	-292 850	-154 741	-179 784	-237 412
- Investissements de portefeuille	-61 779	-83 962	-99 135	-30 992	-79 253
- Dérivés financiers	0	0	0	0	0
- Autres investissements	-223 928	-200 477	-200 600	-162 189	-129 656
Total des opérations financières	-648 276	-577 289	-454 476	-372 966	-446 320

Source : BCEAO

3.1. Investissements directs étrangers

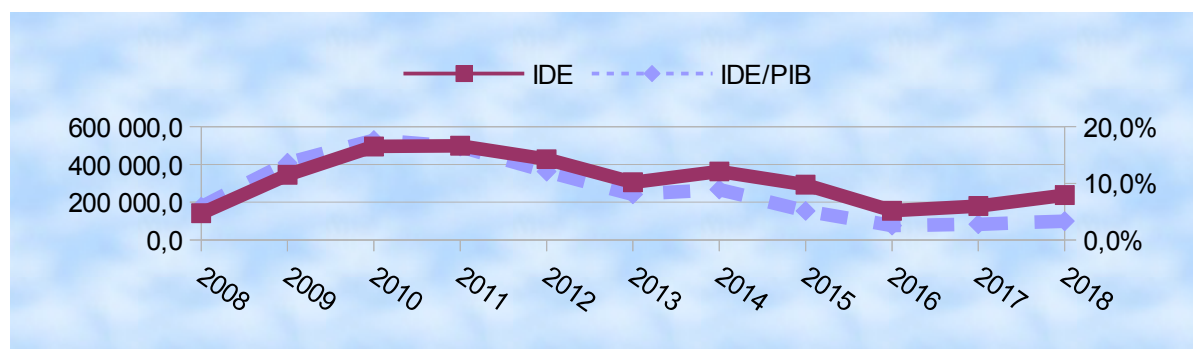
Les flux d'investissements directs étrangers se sont chiffrés à -237.412 millions en 2018 contre -179.784 millions en 2017, soutenus par les travaux de rénovation de l'aéroport de

Niamey par l'entreprise turque SUMMA entamée en 2018, la construction d'un hôtel présidentiel par la même entreprise et d'autres hôtels de haut standing dans le cadre de l'organisation de la Conférence de l'UA de juillet 2019. Il faudra ajouter également la poursuite de la prospection minière et pétrolière ainsi que des forages sur les champs d'Agadem, tempérée par la récupération des coûts pétroliers par la CNPC.

Comme l'indique le graphique 12 ci-après, le profil des investissements directs étrangers (IDE) présente une tendance haussière entamée depuis 2003, avant leur stabilisation relative entre 2010 et 2011. Ce profil reflète l'intensification des activités aurifères, dont l'exploitation a commencé en octobre 2004. Les IDE se sont également renforcés avec le dynamisme du secteur des télécommunications.

Cette évolution s'est consolidée à partir de 2006 et ce jusqu'en 2010, en liaison avec le regain des investissements dans les secteurs minier et pétrolier. La situation des années 2013 et 2016 est imputable au ralentissement du rythme des forages sur le site d'AGADEM et du rallongement du plan initial des travaux sur le site d'Imouraren.

Graphique 12 : Evolution des investissements directs étrangers (IDE) de 2008 à 2018



Source : BCEAO

3.2. Investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille sont passés de -30.992 millions en 2017 à -79.253 millions en 2018, en lien avec les souscriptions des titres publics nigériens par les banques des autres Etats de l'Union et les autres prises de participation.

Encadré 3 : Situation des bons et obligations du Trésor en 2018

Au cours de l'année 2018, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique a procédé à plusieurs émissions et remboursements de bons et obligations du Trésor.

L'encours de bons s'est situé à 202.544 millions à fin décembre 2018, dont un montant de 163.657 millions souscrit par les autres banques de l'Union, contre 121.573 millions en glissement annuel.

Stock de bons et obligations du Trésor entre 2017 et 2019

		31/12/17	31/12/18
Bons	Bques locales	36 704	38 887
	Autres locaux	0	0
	Bques UEMOA	84 869	163 657
	Total	121 573	202 544
Obligations	Bques locales	128 140	194 511
	Autres locaux	1 613	175
	Bques UEMOA	267 234	282 063
	Total	396 986	476 749
Total titres publics	Bques locales	164 844	233 398
	Autres locaux	1 613	175
	Bques UEMOA	352 103	445 720
	Total	518 559	679 293

Pour ce qui est des obligations du Trésor, le stock s'est établi à 476.749 millions à fin 2018, après 396.986 millions enregistrés en 2017. Les banques locales ont souscrit (y compris pour compte des tiers) à hauteur de 194.686 millions à fin 2018.

Globalement, l'encours de titres publics est passé de 518.559 millions en 2017 à 679.293 millions en 2018, enregistrant ainsi une hausse en glissement annuel. Les investissements de portefeuille se sont ainsi ressentis de ces évolutions en progressant de 48.261 millions au cours de l'année 2018.

SOURCE : BCEAO

3.3. Autres investissements

Les autres investissements sont passés d'un solde de -162.189 millions en 2017 à -129.656 millions en 2018, imputable à la baisse des tirages publics et aux remboursements de la dette publique et privée. En effet, les tirages publics ont connu une baisse entre 2017 et 2018, passant de 182.872 millions à 166.350 millions.

IV – Capitaux monétaires

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les créances et engagements extérieurs du secteur monétaire. Ainsi, une variation négative des actifs extérieurs nets (AEN) du système bancaire correspond à un déficit de la balance des paiements tandis qu'une amélioration des actifs extérieurs nets traduit un excédent.

4.1. Créances et engagements extérieurs de la Banque Centrale

Les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale sont passés de 353.018 millions en 2017 à 262.709 millions en 2018, soit une diminution de 90.309 millions. Le tableau 15 ci-après donne l'évolution des créances et engagements extérieurs de la Banque Centrale depuis 2014.

Tableau 16 : Evolution des créances et engagements extérieurs de la Banque Centrale
(Montants en millions de FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
Créances sur les non-résidents	733 757	673 012	740 490	714 237	621 919	-92 318
Avoirs officiels de réserve	54 755	48 236	46 441	54 586	79 595	25 008
Monnaies Etrangères	2 733	693	1 403	1 237	676	-561
Position de réserve au FMI	9 553	7 918	23 252	14 870	21 640	6 770
Avoirs en DTS	42 468	39 625	21 785	38 480	57 279	18 799
Autres actifs extérieurs	679 002	624 776	694 050	659 651	542 324	-117 327
Engagements extérieurs	166 712	189 034	279 811	361 219	359 210	-2 009
Engagements extérieurs de court terme	59 673	89 976	96 328	107 905	128 194	20 289
Crédits FMI	59 673	89 976	96 328	107 905	128 194	20 289
Autres engagements extérieurs	107 039	99 058	183 483	253 314	231 016	-22 298
Allocation DTS	49 265	52 548	52 652	49 024	50 129	1 105
Dépôts transférables de non-résidents	1 720	1 943	1 741	2 021	2 113	92
Autres dépôts non-résidents	2 314	2 494	3 586	2 387	3 163	776
Autres comptes à payer non-résidents	53 740	42 072	125 504	199 882	175 610	-24 272
ACTIFS EXTERIEURS NETS	567 045	483 978	460 679	353 018	262 709	-90 309

Source : BCEAO

L'analyse du tableau 16 ci-dessus révèle que la baisse des actifs extérieurs nets en 2018 provient principalement de la diminution des autres actifs extérieurs (-92.318 millions), tempérée par une baisse des autres engagements extérieurs (-2.009 millions).

4.2. Créances et engagements des autres institutions de dépôts

Les actifs extérieurs nets des banques se sont détériorés de 23.201 millions en passant de 84.135 millions en 2017 à 60.934 millions en 2018. Cette situation reflète une hausse des engagements envers les non-résidents, plus importante que celle des créances sur les non-résidents, comme l'indique le tableau 17 ci-après.

Tableau 17 : Evolution des créances et engagements des banques (Montants en millions de F CFA)

RUBRIQUES	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	Variation 2018/2017
Créances sur les non-résidents	286 913,0	270 096,0	242 040,0	276 204,0	284 073,0	7 869
Avoirs en monnaies étrangères	2 423,0	1 659,0	1 843,0	1 691,0	2 232,0	541
Dépôts	54 213,0	32 273,0	21 803,0	40 855,0	27 452,0	-13 403
Dépôts transférables	37 034,0	22 410,0	15 817,0	32 988,0	26 805,0	-6 183
Autres dépôts	17 179,0	9 863,0	5 986,0	7 867,0	647,0	-7 220
Crédits	92 933,0	66 707,0	40 696,0	82 309,0	160 008,0	77 699
Autres crédits	92 933,0	66 707,0	40 696,0	82 309,0	160 008,0	77 699
Titres autres qu'actions	136 004,0	167 960,0	176 284,0	150 329,0	90 756,0	-59 573
Actions et autres titres de participation	973,0	964,0	952,0	838,0	3 488,0	2 650
Autres créances	367,0	533,0	462,0	182,0	137,0	-45
Crédits commerciaux / avances	150,0	150,0	150,0	150,0	0,0	-150
Autres comptes à recevoir	217,0	383,0	312,0	32,0	137,0	105
Engagements envers les non résidents	147 140,0	162 053,0	130 641,0	192 069,0	223 139,0	31 070
Dépôts	50 906,0	68 962,0	32 782,0	55 893,0	142 940,0	87 047
Dépôts transférables	43 052,0	52 499,0	24 222,0	49 827,0	99 113,0	49 286
Autres dépôts	7 854,0	16 463,0	8 560,0	6 066,0	43 827,0	37 761
Crédits	95 303,0	92 237,0	97 765,0	136 174,0	80 199,0	-55 975
Autres crédits	95 303,0	92 237,0	97 765,0	136 174,0	80 199,0	-55 975
Autres engagements	931,0	854,0	94,0	2,0	0,0	-2
Autres comptes à payer	931,0	854,0	94,0	2,0	0,0	-2
ACTIFS EXTERIEURS NETS	139 773	108 043	111 399	84 135	60 934	-23 201

Source : BCEAO

(1) Le signe (-) traduit une position extérieure débitrice. Le signe (+) traduit une position extérieure créditrice.

4.3. Actifs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts

L'évolution du secteur monétaire en 2018 s'est traduite par une dégradation de 113.510 millions, imputable à la baisse des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale et des banques. La prise en compte de la contrepartie négative des réévaluations d'engagements officiels du Niger vis-à-vis du FMI conduit à un solde global de la balance des paiements déficitaire de 113.930 millions contre un déficit de 134.978 millions en 2017.

Tableau 18 : Evolution des actifs extérieurs nets (AEN) (Montants en millions de F CFA)

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018
Variation des AEN de la BC	-108 265	83 067	23 299	107 661	90 309
Variation des AEN du sect. Banc.	-66 730	31 730	-3 356	27 264	23 201
Solde monétaire	-182 820	114 797	19 943	134 925	113 510
Réévaluation	1 457	1 469	300	53	420
Ajustement passage manuel 2001 des statistiques monétaires	0	16 380	0	0	0
Solde global de la balance des paiements	181 363	-132 646	-20 243	-134 978	-113 930

Source : BCEAO

V – Position extérieure globale

A la différence de la balance des paiements qui enregistre des flux financiers et non financiers entre les résidents et les non-résidents, la position extérieure globale (PEG) recense l'encours des créances et des dettes financières des résidents vis-à-vis des non-résidents au 31 décembre de chaque année. La PEG représente un état de patrimoine et a pour objectif de retracer, de manière aussi exhaustive que possible, l'ensemble des actifs et des passifs financiers d'un pays (les résidents) vis-à-vis de l'extérieur (les non-résidents). Elle complète les informations fournies par la balance des paiements, en rendant compte des variations de prix et de taux de change qui affectent le patrimoine financier des agents entre le début et la fin de l'année.

5.1 Variation de la position extérieure globale

La position extérieure globale nette (PEGN) du Niger s'est située à -5.318.075 millions à fin 2018 contre un solde de -4.759.442 millions un an plus tôt. Ce résultat traduit une augmentation des engagements, conjuguée à une baisse des avoirs.

Les stocks d'actifs et de passifs financiers de l'économie nigérienne vis-à-vis du reste du monde à fin 2018 sont retracés à l'annexe 1.18.

Tableau 19 : Stocks d'actifs et de passifs financiers entre 2017 et 2018 (*Montants en millions*)

Poste	2 017	Autres flux	2 018
Stock d'actifs financiers	1 283 255	-3 948	1 259 886
Investissements directs	91 745	0	113 195
Investissements de portefeuille	268 654	0	273 634
Dérivés financiers	0	0	0
Autres investissements	208 619	0	251 138
Avoirs de réserves	714 237	-3 948	621 919
Stocks de passifs financiers	6 042 697	-4 357	6 577 960
Investissements directs	3 248 113	0	3 505 766
Investissements de portefeuille	373 668	0	469 020
Dérivés financiers	0	0	0
Autres investissements	2 420 916	-4 357	2 603 174
Position extérieure globale nette	-4 759 442	409	-5 318 075

Source : BCEAO

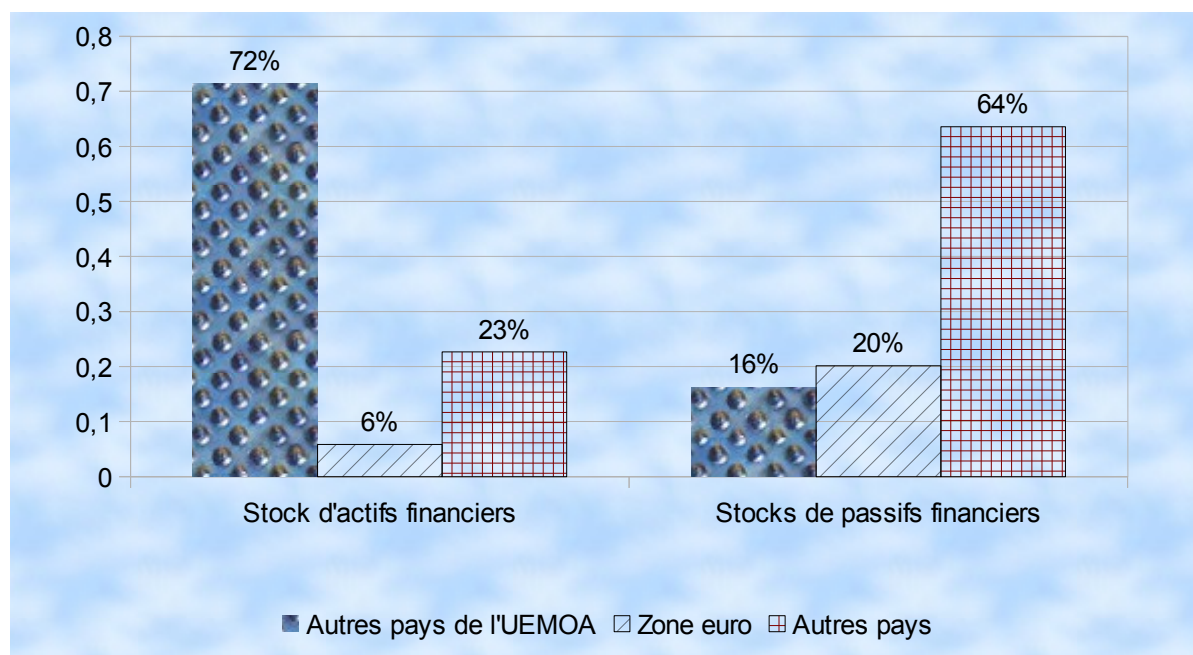
Les avoirs bruts recensés sous forme d'investissements directs, d'investissements de portefeuille, de créances commerciales ou d'avoirs en devises officielles se sont établis à 1.259.886 millions en 2018 contre 1.283.255 millions en 2017.

Cette baisse résulte principalement des avoirs extérieurs de la Banque Centrale. Quant aux engagements bruts, ils ont été évalués à 6.577.960 millions en 2018 contre 6.042.697 en 2017, imputable principalement aux « investissements directs étrangers », aux investissements de portefeuille et aux « autres investissements ».

5.2 Ventilation géographique et sectorielle de la position extérieure globale

La ventilation géographique des actifs financiers fait ressortir la prédominance des pays de l'UEMOA à hauteur de 72,0% et des autres pays avec 33,0% (voir graphique 13). Les avoirs des autorités monétaires, les investissements de portefeuille et les autres investissements représentent respectivement 49,4%, 21,7% et 19,9% des stocks d'actifs. Les engagements financiers sont principalement contractés avec les autres pays (64,0%) et la zone euro (20%). Ils sont essentiellement constitués des investissements directs étrangers, des dépôts, des prêts, des crédits commerciaux et des autres comptes à payer/ à recevoir.

Graphique 13 : Ventilation géographique des stocks d'actifs et de passifs financiers en 2018



Source : BCEAO

CONCLUSION

Le solde global de la balance des paiements du Niger est ressorti déficitaire de 113.930 millions en 2018 contre un déficit de 134.978 millions enregistré en 2017. Cette évolution résulte d'une détérioration du déficit du solde des transactions courantes et de capital, atténuée par la hausse du solde financier.

Cette situation traduit pour l'essentiel la poursuite des commandes de biens d'équipement et intermédiaires en rapport avec les travaux de construction d'infrastructures publiques et privées, dont la rénovation de l'aéroport de Niamey, la construction de nombreux hôtels, des routes, des ponts sur le fleuve Niger, les investissements des sociétés de prospection et d'exploitation minière et pétrolière, la consommation des services spécialisés, le paiement des intérêts sur la dette extérieure ainsi que l'achat des produits alimentaires.

De ce qui précède, le Niger présente ainsi un solde courant structurellement déficitaire, avec des niveaux souvent largement au dessus du seuil de 5%. Par ailleurs, le solde global de la balance des paiements ressort négatif depuis quatre ans.

Pour inverser cette tendance, il s'avère nécessaire d'accélérer la mise en œuvre des programmes de développement économique et des politiques sectorielles, singulièrement l'Initiative-3N, de lever les contraintes qui pèsent sur l'exécution des grands projets d'investissements privés et publics.

Par ailleurs, les recommandations, ci-après, sont formulées :

- la poursuite de la mise en œuvre des politiques visant le renforcement et la diversification de l'offre locale de produits alimentaires, des biens manufacturés et ceux destinés à l'exportation ;
- la poursuite des mesures permettant le rapatriement intégral des ventes à l'étranger ;
- la poursuite des réformes destinées à l'amélioration de l'environnement des affaires, en créant notamment les conditions pour une mise en œuvre satisfaisante des nouveaux projets portés par les investisseurs privés nationaux et étrangers ;
- la mise en œuvre de politiques dédiées à la promotion des industries culturelles et touristiques ;
- le renforcement de politiques visant l'accroissement de l'offre locale de services de transport, d'ingénierie, de santé, d'éducation et de bâtiments et travaux publics, en vue de réduire la demande extérieure nette des services qui constitue l'une des principales sources du déficit courant du pays ;
- la poursuite et le renforcement de la mise en œuvre des mesures visant une meilleure maîtrise des dépenses publiques et une amélioration des recettes, pour atténuer le déficit public et réduire le recours à l'endettement extérieur ;

- la poursuite et l'intensification du recours aux Partenariats Public-Privé (PPP) dans les secteurs porteurs de croissance, en privilégiant les montages non générateurs d'endettement extérieur ;
- le renforcement des mesures destinées à éradiquer la fraude des hydrocarbures ;
- la poursuite des mesures entrant dans le cadre de l'amélioration du financement des PME/PMI ;
- le renforcement de la collaboration entre les acteurs en charge des statistiques du compte extérieur, afin d'améliorer la qualité des statistiques produites au niveau national.

ANNEXES

Pages

ANNEXE SOMMAIRE

Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)	39
Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)	40
Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions	41
Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes	42
Annexe 1.5 : Compte de biens et services	43
Annexe 1.6 : Compte de biens	44
Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens	44
Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits	45
Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises	45
Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens	46
Annexe 1.11 : Importations par principaux produits	46
Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises	47
Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services	48
Annexe 1.14 : Evolution du compte de revenu primaire	48
Annexe 1.15 : Evolution du compte de revenu secondaire	48
Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital	49
Annexe 1.17 : Evolution du compte financier	49
Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette	50
Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale (fin de période)	51
Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale (fin de période)	52
Annexe 1.21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2018 (Optique FMI)	53
Annexe 2 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2018 à partir des statistiques officielles	61
Annexe 2 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2017	61
Annexe 2 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2018	62
Annexe 2 4 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2017	61
Annexe 2 5 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2018	61
Annexe 2 6 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2017	61
Annexe 2 7 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2018	62
Annexe 2 8 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2017	62

ANNEXE :

Annexe 1.1 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 218 690	2 121 304	-902 614
1.A	Biens et services	805 388	1 871 038	-1 065 650
1.A.a	Biens	668 217	1 267 714	-599 497
1.A.a.1	Marchandises générales	642 805	1 267 714	-624 910
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	108 563	0	108 563
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	25 413	0	25 413
1.A.b	Services	137 171	603 324	-466 153
1.A.b.3	Transport	11 747	362 309	-350 562
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	1 536	333 409	-331 873
1.A.b.4	Voyage	54 672	52 820	1 852
1.A.b.0	Autres services	70 751	188 194	-117 443
1.B	Revenu primaire	75 090	182 145	-107 055
1.B.1	Revenus des salariés	52 696	40 447	12 249
1.B.2	Revenus des investissements	22 394	132 496	-110 101
1.B.3	Autres revenus primaires	0	9 203	-9 203
1.C	Revenu secondaire	338 212	68 121	270 091
1.C.1	Administrations publiques	145 407	2 963	142 443
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	125 669	0	125 669
1.C.2	Autres secteurs	192 806	65 158	127 648
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	112 093	62 010	50 083
2	Compte de capital	347 138	560	346 578
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	2534	10	2 524
2.2	Transfert en capital	344 604	550	344 054
2.2.1	Administrations publiques	303 264	0	303 264
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	41 340	550	40 790
3	Compte financier	-19 422	540 828	-560 250
3.1	Investissements directs	21 450	258 862	-237 412
3.2	Investissements de portefeuille	26 057	105 310	-79 253
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	13 573	143 229	-129 656
3.5	Avoirs de réserves	-80 502	33 428	-113 930
6	Erreurs et omissions nettes	-1 585 250	-1 581 037	-4 214

Annexe 1.2 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	1 218 690	2 121 304	-902 614
1.A	Biens et services	805 388	1 871 038	-1 065 650
1.A.a	Biens	668 217	1 267 714	-599 497
1.A.a.1	Marchandises générales	642 805	1 267 714	-624 910
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	108 563	0	108 563
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	25 413	0	25 413
1.A.b	Services	137 171	603 324	-466 153
1.A.b.3	Transport	11 747	362 309	-350 562
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	1 536	333 409	-331 873
1.A.b.4	Voyage	54 672	52 820	1 852
1.A.b.0	Autres services	70 751	188 194	-117 443
1.B	Revenu primaire	75 090	182 145	-107 055
1.B.1	Revenus des salariés	52 696	40 447	12 249
1.B.2	Revenus des investissements	22 394	132 496	-110 101
1.B.3	Autres revenus primaires	0	9 203	-9 203
1.C	Revenu secondaire	338 212	68 121	270 091
1.C.1	Administrations publiques	145 407	2 963	142 443
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	125 669	0	125 669
1.C.2	Autres secteurs	192 806	65 158	127 648
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	112 093	62 010	50 083
2	Compte de capital	347 138	560	346 578
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	2 534	10	2 524
2.2	Transfert en capital	344 604	550	344 054
2.2.1	Administrations publiques	303 264	0	303 264
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	41 340	550	40 790
3	Compte financier	61 080	507 400	-446 320
3.1	Investissements directs	21 450	258 862	-237 412
3.2	Investissements de portefeuille	26 057	105 310	-79 253
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	13 573	143 229	-129 656
	Administration publique	5 533	139 693	-134 160
3.5	Autres secteurs	8 040	3 536	4 504
6	Erreurs et omissions nettes	-1 585 250	-1 581 037	-4 214
7	Solde global	-80 502	33 428	-113 930
8	Avoirs et engagements extérieurs	80 502	-33 428	113 930
8.1	Banque centrale	88 371	-2 358	90 729
8.2	Autres institutions de dépôts	-7 869	-31 070	23 201

**Annexe 1.3 : Evolution récente de la balance des paiements
en termes de transactions**
(En millions de FCFA)

	Poste	2014	2015	2016	2017	2018
1	Compte des transactions courantes	-645 307	-878 669	-700 258	-739 971	-902 614
1.A	Biens et services	-742 833	-963 765	-768 467	-874 017	-1 065 650
1.A.a	Biens	-367 896	-525 406	-405 479	-434 166	-599 497
1.A.a.1	Marchandises générales	-389 575	-550 172	-429 982	-460 330	-624 910
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	105 275	97 954	96 386	103 456	108 563
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce		-70	0	33	0
1.A.a.3	Or non monétaire	21 729	24 836	24 503	26 131	25 413
1.A.b	Services	-374 937	-438 359	-362 989	-439 852	-466 153
1.A.b.3	Transport	-296 541	-338 754	-283 514	-314 615	-350 562
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-278 987	-302 521	-263 313	-294 026	-331 873
1.A.b.4	Voyage	2 430	2 143	1 516	1 664	1 852
1.A.b.0	Autres services	-80 826	-101 748	-80 991	-126 900	-117 443
1.B	Revenu primaire	-75 011	-90 479	-96 694	-105 457	-107 055
1.B.1	Revenus des salariés	8 890	9 592	7 473	10 779	12 249
1.B.2	Revenus des investissements	-84 443	-89 739	-97 093	-108 609	-110 101
1.B.3	Autres revenus primaires	542	-10 332	-7 073	-7 627	-9 203
1.C	Revenu secondaire	172 537	175 575	164 903	239 504	270 091
1.C.1	Administrations publiques	91 768	94 525	82 828	132 077	142 443
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	67 900	76 600	66 200	117 957	125 669
1.C.2	Autres secteurs	80 769	81 050	82 075	107 427	127 648
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	26 566	31 980	32 367	43 972	50 083
2	Compte de capital	184 072	173 913	229 635	236 953	346 578
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs	15 992	-1 134	-316	2 872	2 524
2.2	Transfert en capital	168 080	175 048	229 951	234 081	344 054
2.2.1	Administrations publiques	154 300	156 000	204 025	200 967	303 264
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	13 780	19 047	25 926	33 114	40 790
3	Compte financier	-648 276	-577 289	-454 476	-372 966	-446 320
3.1	Investissements directs	-362 569	-292 850	-154 741	-179 784	-237 412
3.2	Investissements de portefeuille	-61 779	-83 962	-99 135	-30 992	-79 253
3.3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0
3.4	Autres investissements	-223 928	-200 477	-200 600	-162 189	-129 656
3.4.0.3	Administration publique	-140 357	-211 500	-170 872	-161 374	-134 160
3.4.0.4	Autres secteurs	-83 571	11 023	-29 728	-816	4 504
6	Erreurs et omissions nettes	-5 678	-5 180	-4 097	-4 925	-4 214
7	Solde global	181 363	-132 646	-20 243	-134 978	-113 930
8	Avoirs et engagements extérieurs	-181 363	132 646	20 243	134 978	113 930
8.1	Banque centrale	-116 244	92 888	23 600	107 714	90 729
8.2	Autres institutions de dépôts	-65 119	39 758	-3 356	27 264	23 201

Annexe 1.4 : Compte de transactions courantes

(En millions de FCFA)

Poste	2014	2015	2016	2017	2018
Biens et services	-742 833	-963 765	-768 467	-874 017	-1 065 650
Biens	-367 896	-525 406	-405 479	-434 166	-599 497
Services	-374 937	-438 359	-362 989	-439 852	-466 153
Revenu primaire	-75 011	-90 479	-96 694	-105 457	-107 055
Revenu secondaire	172 537	175 575	164 903	239 504	270 091
Solde du compte courant	-645 307	-878 669	-700 258	-739 971	-902 614
Solde du compte courant (hors dons)	-713 207	-955 269	-766 458	-857 928	-1 028 282
PIB Nominal	4 068 903	5 715 039	6 096 438	6 485 968	7 121 376
Solde courant (en pourcentage du PIB)	-15,9%	-15,4%	-11,5%	-11,4%	-12,7%
Solde du compte courant (hors dons)	-17,5%	-16,7%	-12,6%	-13,2%	-14,4%
Dons (aides budgétaires)	67 900	76 600	66 200	117 957	125 669

Annexe 1.5 : Compte de biens et services

(En millions de FCFA)

Poste	2014	2015	2016	2017	2018
Exportations de biens et services	855 274	780 082	729 296	831 810	805 388
Importations de biens et services	1 598 107	1 743 847	1 497 763	1 705 827	1 871 038
Balance commerciale de biens et services	-742 833	-963 765	-768 467	-874 017	-1 065 650
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	53,5%	44,7%	48,7%	48,8%	43,0%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	60,3%	44,2%	36,5%	53,7%	37,6%

Annexe 1.6 : Compte de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2014	2015	2016	2017	2018
Exportations de biens	715 147	643 158	611 743	701 843	668 217
Importations de biens	1 083 043	1 168 564	1 017 221	1 136 009	1 267 714
Balance commerciale de biens	-367 896	-525 406	-405 479	-434 166	-599 497
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	66,0%	55,0%	60,1%	61,8%	52,7%
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	44,2%	31,7%	26,7%	38,9%	27,2%

Annexe 1.7 : Evolution des exportations de biens

(En millions de FCFA)

Poste	2014	2015	2016	2017	2018
Marchandises générales	642 805	618 322	587 240	675 679	642 805
<i>Dont réexportations</i>	108 563	97 954	96 386	103 456	108 563
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	0	0	0	33,06	0
Or non monétaire	25 413	24 836	24 503	26 131	25 413
Total exportations de biens	715 147	643 158	611 743	701 843	668 217

Annexe 1.8 : Exportations par principaux produits*(En millions de FCFA)*

Poste	2014	2015	2016	2017	2018
Uranium	240 529	240 762	177 680	169 556	117 191
Bétail	75 604	67 764	59 217	65 446	74 742
Oignons	65 226	60 758	72 594	78 090	86 385
Pétrole raffiné	143 198	88 730	91 343	151 396	129 305
Niébé	33 295	37 630	54 669	64 950	77 450
Or non monétaire	21 730	24 836	24 503	26 131	25 413
Autres march. Génér.	135 565	122 678	131 736	146 274	157 732
dont réexportation	105 275	97 954	96 386	104 387	108 563
Total exportations de biens	715 147	643 158	611 743	701 843	668 217

Annexe 1.9 : Ventilation géographique des exportations de marchandises*(Valeur en millions FCFA)*

ZONES GEOGRAPHIQUES	2014	2015	2016	2017	2018
EUROPE	209 952	185 524	195 139	188 113	121 857
ZONE EURO	195 781	162 204	170 576	158 290	109 676
France	193 673	153 483	169 958	157 439	106 552
Espagne	236	8 076	210	15	45,328194
Allemagne	749	22	8	170	902,725239
AUTRE EUROPE	14 171	23 320	24 563	29 823	12 181
Suisse	14 162	19 422	24 525	29 643	10 761
AFRIQUE	288 138	235 311	289 062	384 707	213 314
UEMOA	144 658	75 194	91 522	147 642	92 994
Bénin	9 189	17 203	11 173	39 057	15 163
Burkina	99 048	18 545	19 277	28 220	15 638
Côte d'Ivoire	4 440	7 678	4 495	3 485	4 886
Guinée-Bissau	0	0	2	70	10
Mali	28 451	27 555	45 319	69 243	43 523
Sénégal	132	788	738	3 620	1 111
Togo	3 398	3 425	10 519	3 947	12 664
CEDEAO (hors UEMOA)	173 627	162 397	168 663	204 222	116 559
Nigeria	146 261	137 156	158 709	199 213	115 885
Ghana	27 286	24 872	9 187	4 729	610
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	3 107	6 718	28 877	32 843	3 761
AMERIQUE	36 575	53 394	18 815	22 266	21 083
USA	36 472	52 971	18 453	21 969	20 369
Canada	7	419	78	4	20
Autres	97	3	285	293	695
ASIE	55 787	42 370	724	5 497	71 953
Chine	55 336	62	142	2 097	26 359
Dubai	131	5 429	250	2 458	20 165
Corée du Sud	0	21 218	0	13	250
Japon	122	15 385	12	15	3 155
Autres pays	65	99	91	363	161
TOTAL	590 516	516 697	503 832	600 947	428 369

Source : Institut National de la Statistique (INS)
et BCEAO avec prise en compte des résultats
de la dixième réunion de la Cellule sous-
régionale chargée de la réconciliation des
données sur les échanges intra-UEMOA.

Annexe 1.10 : Evolution des importations de biens
(En millions de FCFA)

Poste	2014	2015	2016	2017	2018
Marchandises générales	1 082 992	1 168 494	1 017 221	1 136 009	1 267 714
Or non monétaire	1	0	0	0	0
Importations nettes de biens dans le cadre du negoce international	50	70	0	0	0
Total importations de biens	1 083 043	1 168 564	1 017 221	1 136 009	1 267 714
Importations de biens / PIB	26,6%	20,4%	16,7%	17,5%	17,8%

Annexe 1.11 : Importations par principaux produits
(En millions de FCFA)

Poste	2014	2015	2016	2017	2018
Produits alimentaires	239 198	279 383	261 619	331 330	397 560
Autres biens de consommation courante	220 737	232 215	211 941	225 166	227 533
Produits pétroliers et énergétiques	52 845	76 506	72 857	93 290	73 886
Matières premières et biens intermédiaires	338 896	355 841	291 989	305 560	360 792
Biens d'équipement	413 990	424 754	352 884	370 368	456 111
Produits divers	99 227	103 971	90 653	105 929	81 741
Total importations de biens CAF	1 364 894	1 472 670	1 281 942	1 431 643	1 597 623
Total importations de biens FOB	1 083 043	1 168 564	1 017 221	1 136 009	1 267 714

Annexe 1.12 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(Valeur en millions FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2014	2015	2016	2017	2018
EUROPE	286 987	224 340	209 438	250 487	422 334
UNION EUROPEENNE	231 109	208 660	199 612	231 893	380 670
France	159 429	110 154	103 097	120 252	256 590
Royaume-Uni	2 275	6 519	2 839	1 492	3 711
Allemagne	37 771	24 782	28 849	22 877	34 418
Pays-Bas	15 872	18 668	9 894	19 287	8 441
Espagne	4 847	6 438	7 095	7 498	8 528
Italie	10 915	11 932	10 192	11 580	15 335
AUTRES PAYS DE L'UE	39 940	30 166	37 646	48 907	53 648
AUTRES PAYS D'EUROPE	15 938	15 680	9 826	18 594	41 664
AFRIQUE	281 939	328 545	291 029	310 007	378 590
UEMOA	181 058	209 610	164 704	176 247	202 858
Bénin	59 237	63 780	46 307	31 904	56 534
Burkina	17 326	20 380	10 299	12 936	12 489
Côte d'Ivoire	36 584	54 835	26 208	44 930	59 606
Guinée-Bissau	0	0	20	0	0
Mali	2 109	10 905	14 952	19 482	19 234
Sénégal	6 479	15 270	17 430	10 977	9 083
Togo	59 323	44 440	49 489	56 019	45 912
CEDEAO (hors UEMOA)	76 368	91 444	100 158	96 538	133 017
Nigeria	45 429	54 171	68 753	66 378	92 564
Ghana	30 826	37 236	31 374	30 026	40 395
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	24 513	27 491	26 166	37 222	42 716
AMERIQUE	94 435	97 706	88 545	162 396	134 444
USA	57 258	67 730	72 468	141 560	108 673
Brésil	12 298	19 351	9 925	15 017	19 797
Argentine	9 281	6 054	2 613	1 254	1 536
ASIE	481 747	530 711	397 460	376 151	568 497
Japon	47 695	39 047	39 585	38 172	35 887
Pakistan	15 346	12 042	6 681	7 823	15 726
Rep,Pop,Chine	243 550	335 215	182 952	132 647	293 269
Inde	39 620	55 430	39 435	27 704	35 506
Arabie Saoudite	917	899	997	618	974
Thaïlande	50 748	46 964	66 217	106 123	129 963
Autres	83 871	41 114	61 593	63 064	57 171
Autres pays	6 203	11 750	5 144	7 437	4 338
TOTAL	1 151 311	1 193 052	991 616	1 106 478	1 508 204

Source : Institut National de la Statistique (INS) et BCEAO avec prise en compte des résultats de la dixième réunion de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA.

Annexe 1.13 : Evolution de la balance des services*(En millions de FCFA)*

Poste	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018
Transport	-296 541	-338 754	-283 514	-314 615	-350 562
<i>Dont fret</i>	-278 987	-302 521	-263 313	-294 026	-331 873
Voyage	2 430	2 143	1 516	1 664	1 852
Autres services	-80 826	-101 748	-80 991	-126 900	-117 443
Total services nets	-374 937	-438 359	-362 989	-439 852	-466 153

Annexe 1.14 : Evolution du compte «revenu primaire»*(En millions de FCFA)*

Poste	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018
Rémunérations des salariés	8 890	9 592	7 473	10 779	12 249
Revenus des investissements	-84 443	-89 739	-97 093	-108 609	-110 101
<i>Dont intérêts sur la dette publique hors titres</i>	-9 955	-13 300	-18 400	-16 400	-21 237
Autres revenus primaires	542	-10 332	-7 073	-7 627	-9 203
Revenu primaire net	-75 011	-90 479	-96 694	-105 457	-107 055

Annexe 1.15 : Evolution du compte «revenu secondaire»*(En millions de FCFA)*

Poste	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018
Administration publique	91 768	94 525	82 828	132 077	142 443
<i>Dont aide budgétaire</i>	67 900	76 600	66 200	117 957	125 669
Autres secteurs	80 769	81 050	82 075	107 427	127 648
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	26 566	31 980	32 367	43 972	50 083
Revenu secondaire net	172 537	175 575	164 903	239 504	270 091

Annexe 1.16 : Evolution du compte de capital*(En millions de FCFA)*

Poste	2014	2015	2016	2017	2018
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	15 992	-1 134	-316	2 872	2 524
Transferts de capital	168 080	175 048	229 951	234 081	344 054
Administration publique	154 300	156 000	204 025	200 967	303 264
<i>Dont remises de dettes</i>	0	0	0	0	0
Autres secteurs	13 780	19 047	25 926	33 114	40 790
Solde du compte de capital	184 072	173 913	229 635	236 953	346 578

Annexe 1.17 : Evolution du compte des opérations financières (Optique BCEAO)*(En millions de FCFA)*

Poste	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018
Investissements directs	-362 569	-292 850	-154 741	-179 784	-237 412
Investissements de portefeuille	-61 779	-83 962	-99 135	-30 992	-79 253
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	-223 928	-200 477	-200 600	-162 189	-129 656
Solde du compte financier	-648 276	-577 289	-454 476	-372 966	-446 320

Annexe 1.18 : Variation de la position extérieure globale nette
(En millions de FCFA)

	Poste	2 017	Autres flux	2 018
A	Stock d'actifs financiers	1 283 255	-3 948	1 259 886
1	Investissements directs	91 745	0	113 195
2	Investissements de portefeuille	268 654	0	273 634
3	Dérivés financiers	0	0	0
4	Autres investissements	208 619	0	251 138
4.1	Autres titres de participation	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	84 949	0	46 127
4.3	Prêts	53 860	0	125 435
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	2 343	0	1 617
4.5	Crédits commerciaux et avances	67 286	0	77 822
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	182	0	137
5	Avoirs de réserves	714 237	-3 948	621 919
5.1	Or monétaire	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	38 480	-2 847	57 279
5.3	Position de réserve au FMI	14 870	-1 100	21 640
5.4	Autres avoirs	660 887	0	543 000
B	Stocks de passifs financiers	6 042 697	-4 357	6 577 960
1	Investissements directs	3 248 113	0	3 505 766
2	Investissements de portefeuille	373 668	0	469 020
3	Dérivés financiers	0	0	0
4	Autres investissements	2 420 916	-4 357	2 603 174
4.2	Autres titres de participation	0	0	0
4.3	Monnaie fiduciaire et dépôts	70 399	0	136 637
4.4	Prêts	1 994 592	-7 984	2 114 566
4.5	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	1 333	0	1 311
4.6	Crédits commerciaux et avances	68 090	0	87 317
4.7	Autres comptes à payer/à recevoir	237 479	0	213 214
4.8	Droits de tirage spéciaux	49 024	3 628	50 129
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-4 759 442	409	-5 318 075

Annexe 1.19 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin 2018

(En millions de FCFA)

	Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Autres secteurs			TOTAL
					Sous total	Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
	Stock d'actifs financiers	621 919	301 025	7 460	329 482	15 407	314 075	1 259 886
1	Investissements directs	0	0	0	113 195	0	113 195	113 195
2	Investissements de portefeuille	0	146 769	0	126 865	7 350	119 515	273 634
3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0
4	Autres investissements	0	154 256	7 460	89 422	8 057	81 365	251 138
5	Avoirs de réserves	621 919	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	621 919
5.1	Or monétaire	0	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	57 279	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	57 279
5.3	Position de réserve au FMI	21 640	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	21 640
5.4	Autres avoirs de réserve	543 000	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	543 000
								0
	Stocks de passifs financiers	359 453	210 592	2 039 785	3 968 131	1 528	3 966 603	6 577 960
1	Investissements directs	0	0	0	3 505 766		3 505 766	3 505 766
2	Investissements de portefeuille	0	11 496	445 720	11 804	12	11 792	469 020
3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0	0	0
4	Autres investissements	359 453	199 096	1 594 065	450 560	1 516	449 045	2 603 174
	Avoirs de réserves		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Or monétaire		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	
	Droits de tirage spéciaux		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Position de réserve au FMI		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Autres avoirs de réserve		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
	Position extérieure globale nette	262 466	90 433	-2 032 325	-3 638 649	13 879	-3 652 528	-5 318 075

Annexe 1.20 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin 2018

(En millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
	Stock d'actifs financiers	900 963	73 467	285 455	1 259 886
1	Investissements directs	25 318	22 789	65 088	113 195
2	Investissements de portefeuille	271 666	274	1 694	273 634
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	151 261	50 404	49 474	251 138
5	Avoirs de réserves	452 719	0	169 200	621 919
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0	0	57 279	57 279
5.3	Position de réserve au FMI	0	0	21 640	21 640
5.4	Autres avoirs extérieurs	452 719	0	90 281	543 000
	Stocks de passifs financiers	1 073 034	1 323 669	4 181 258	6 577 960
1	Investissements directs	61 376	1 121 472	2 322 918	3 505 766
2	Investissements de portefeuille	467 948	100	972	469 020
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	543 709	202 096	1 857 368	2 603 174
	Position extérieure globale nette	-172 071	-1 250 202	-3 895 802	-5 318 075

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2018 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
	. Compte des transactions courantes	1 218 690	2 121 304	-902 614
1.A	. - - Biens et services	805 388	1 871 038	-1 065 650
1.A.a	. - - - Biens	668 217	1 267 714	-599 497
1.A.a.1	. - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	642 805	1 267 714	-624 910
1.A.a.1.1	. - - - - - Dont : Réexportations	108 563	0	108 563
1.A.a.2	. - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.2.1	. - - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0	0	0
1.A.a.2.2	. - - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	0	0	0
1.A.a.3	. - - - - - Or non monétaire	25 413	0	25 413
1.A.b	. - - - Services	137 171	603 324	-466 153
1.A.b.1	. - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	3 500	1 790	1 711
1.A.b.1.1	. - - - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	. - - - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	3 500	1 790	1 711
1.A.b.2	. - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	288	30 160	-29 872
1.A.b.3	. - - - - Transport	11 747	362 309	-350 562
1.A.b.3.0	. - - - - - Pour tous les modes de transports	11 747	362 261	-350 514
1.A.b.3.0.1	. - - - - - - Voyageurs	8 747	25 595	-16 848
1.A.3.0.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	3 096	0	3 096
1.A.b.3.0.2	. - - - - - - Fret	1 536	333 409	-331 873
1.A.b.3.0.3	. - - - - - - Autres	1 465	3 257	-1 792
1.A.b.3.1	. - - - - - Transports maritimes	28	329 437	-329 409
1.A.b.3.1.1	. - - - - - - Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.1.2	. - - - - - - Fret	0	329 437	-329 437
1.A.b.3.1.3	. - - - - - - Autres	28	0	28
1.A.b.3.2	. - - - - - Transports aériens	3 865	28 950	-25 085
1.A.b.3.2.1	. - - - - - - Voyageurs	1 493	24 766	-23 273
1.A.b.3.2.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.2.2	. - - - - - - Fret	935	3 972	-3 037
1.A.b.3.2.3	. - - - - - - Autres	1 437	213	1 225
1.A.b.3.3	. - - - - - Autres modes de transport	7 855	3 874	3 981
1.A.b.3.3.1	. - - - - - - Voyageurs	7 254	829	6 424
1.A.b.3.3.1.1	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	3 096	0	3 096
1.A.b.3.3.2	. - - - - - - Fret	601	0	601
1.A.b.3.3.3	. - - - - - - Autres	0	3 045	-3 045
1.A.b.3.4	. - - - - - Services postaux et services de messagerie	0	48	-48
1.A.b.4	. - - - - Voyages	54 672	52 820	1 852
1.A.b.4.1	. - - - - - À titre professionnel	35 564	22 433	13 131
1.A.b.4.1.1	. - - - - - - Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.4.1.2	. - - - - - - Autres	35 564	22 433	13 131
1.A.b.4.2	. - - - - - À titre personnel	19 108	30 387	-11 279
1.A.b.4.2.1	. - - - - - - Santé	353	4 476	-4 123
1.A.b.4.2.2	. - - - - - - Éducation	312	4 473	-4 161
1.A.b.4.2.3	. - - - - - - Autres	18 443	21 438	-2 995

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2018 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.4.0	----- Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	2 025	0	2 025
1.A.b.4.0.1	----- Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	----- Services de transports locaux	0	0	0
1.A.b.4.0.3	----- Services d'hébergement	2 025	0	2 025
1.A.b.4.0.4	----- Services de restauration	0	0	0
1.A.b.4.0.5	----- Autres services	0	0	0
1.A.b.4.0.5.1	----- Services de santé	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	----- Services d'éducation	0	0	0
1.A.b.5	----- Travaux de construction	0	62 971	-62 971
1.A.b.5.1	----- Travaux de construction réalisés à l'étranger	0	0	0
1.A.b.5.2	----- Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0	62 971	-62 971
1.A.b.6	----- Services d'assurance et de retraite	1 094	6 764	-5 670
1.A.b.6.1	----- Assurance directe	14	6 376	-6 362
1.A.b.6.2	----- Réassurance	872	297	575
1.A.b.6.3	----- Services auxiliaires d'assurance	208	91	117
1.A.b.6.4	----- Services de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.A.b.7	----- Services financiers	1 345	61	1 284
1.A.b.7.1	----- Services financiers explicitement facturés et autres	1 345	61	1 284
1.A.b.7.2	----- Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.A.b.8	----- Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0	11	-11
1.A.b.9	----- Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	47 431	35 230	12 201
1.A.b.9.1	----- Services de télécommunications	47 050	25 278	21 772
1.A.b.9.2	----- Services d'informatique	17	8 147	-8 130
1.A.b.9.3	----- Services d'information	364	1 805	-1 441
1.A.b.10	----- Autres services aux entreprises	4 789	44 261	-39 472
1.A.b.10.1	----- Services de recherche-développement	0	9 874	-9 874
1.A.b.10.2	----- Services spécialisés et services de conseil en gestion	3 369	21 000	-17 632
1.A.b.10.3	----- Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	1 420	13 386	-11 966
1.A.b.11	----- Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	132	2 196	-2 064
1.A.b.11.1	----- Services audio-visuels et connexes	132	2 196	-2 064
1.A.b.11.2	----- Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	0	0
1.A.b.12	----- Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	12 172	4 752	7 420
1.A.b.0.1	----- Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0	0	0
1.B	--- Revenu primaire	75 090	182 145	-107 055
1.B.1	---- Rémunération des salariés	52 696	40 447	12 249
1.B.2	---- Revenus des investissements	22 394	132 496	-110 101
1.B.2.1	----- Investissements directs	1 577	77 197	-75 620
1.B.2.1.1	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	741	49 020	-48 279
1.B.2.1.1.1	----- Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	741	36 956	-36 216
1.B.2.1.1.1.1	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	741	35 756	-35 016
1.B.2.1.1.1.2	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	1 200	-1 200
1.B.2.1.1.1.3	----- Entre entreprises soeurs	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.2	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2018 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.1.1.1.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	.----- Bénéfices réinvestis	0	12 064	-12 064
1.B.2.1.1.2.1	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.1.2.1.1	.----- Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.1.2	.----- Intérêts	836	28 177	-27 341
1.B.2.1.2.1	.----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	102	27 568	-27 466
1.B.2.1.2.2	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0	550	-550
1.B.2.1.2.3	.----- Entre entreprises soeurs	734	59	675
1.B.2.1.2.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	.----- si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non- résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2M	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.2	.----- Investissements de portefeuille	8 921	29 339	-20 417
1.B.2.2.1	.----- Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	62	2 228	-2 166
1.B.2.2.1.1	.----- Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	62	2 228	-2 166
1.B.2.2.1.2	.----- Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.2.1.2.1	.----- Dividendes	0	0	0
1.B.2.2.1.2.2	.----- Bénéfices réinvestis	0	0	0
1.B.2.2.2	.----- Intérêts	8 859	27 111	-18 251
1.B.2.2.2.1	.----- À court terme	1 449	7 543	-6 094
1.B.2.2.2.2	.----- À long terme	7 410	19 568	-12 158
1.B.2.3	.----- Autres investissements	11 896	25 960	-14 064
1.B.2.3.1	.----- Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	.----- Intérêts	11 896	25 960	-14 064
1.B.2.3.2M	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0	0	0
1.B.2.3.3	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d' assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.B.2.4	.----- Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	.----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2	.----- Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	.----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0	0	0
1.B.3	.---- Autre revenu primaire	0	9 203	-9 203
1.B.3.1	.----- Taxes sur la production et importations	0	9 203	-9 203
1.B.3.2	.----- Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	.----- Loyers	0	0	0
1.C	.-- Revenu secondaire	338 212	68 121	270 091
1.C.1	.---- Administrations publiques	145 407	2 963	142 443
1.C.1.1	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.1.1.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.C.1.2	.----- Cotisations sociales	0	465	-465
1.C.1.2.1	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2018 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.C.1.3	.----- Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	.----- Coopération internationale courante	145 407	2 498	142 909
1.C.1.5	.----- Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	0	0	0
1.C.1.5.1	.----- Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	.---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	192 806	65 158	127 648
1.C.2.1	.----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	112 093	62 010	50 083
1.C.2.1.1	.----- Envois de fonds des travailleurs	112 093	62 010	50 083
1.C.2.2	.----- Autres transferts courants	80 713	3 148	77 565
1.C.2.0.1	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	492	0	492
1.C.2.0.2	.----- Cotisations sociales	500	1 177	-678
1.C.2.0.3	.----- Prestations sociales	1 791	43	1 749
1.C.2.0.4	.----- Primes d'assurance nettes hors assurance vie	152	1 108	-957
1.C.2.0.5	.----- Indemnités d'assurance dommage	1 235	432	803
1.C.2.0.6	.----- Coopération internationale courante	625	164	461
1.C.2.0.7	.----- Transferts courants divers	75 919	223	75 695
1.C.2.0.7.1	.----- Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	.---- Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
	. Compte de capital	347 138	560	346 578
2.1	.-- Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	2 534	10	2 524
2.2	.-- Transferts de capital	344 604	550	344 054
2.2.1	.--- Administration publique	303 264	0	303 264
2.2.1.1	.----- Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2	.----- Autres transferts de capital	303 264	0	303 264
2.2.1.2.1	.----- dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2	.--- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	41 340	550	40 790
2.2.2.1	.----- Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	.----- Autres transferts de capital	41 340	550	40 790
2.2.2.2.1	.----- dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	.----- dont : entre ménages	0	0	0
	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 565 828	2 121 864	-556 036
	. Compte financier	-19 422	540 828	-560 250
	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	-19 422	540 828	-560 250
3.1	.-- Investissement direct	21 450	258 862	-237 412
3.1.1	.--- Titres de participation et parts de fonds de placement	12 130	117 356	-105 227
3.1.1.1	.----- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	12 130	105 291	-93 161
3.1.1.1.1	.----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	12 130	104 990	-92 860
3.1.1.1.2	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.1.1.3	.----- Entre entreprises soeurs	0	301	-301
3.1.1.1.3.1	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.1.1.3.2	.----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.1.1.3.3	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.1.2	.----- Réinvestissement des bénéfices	0	12 066	-12 066
3.1.1.0.1	.----- Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.1.1.0.1.1	.----- Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.1.1.3	.--- Instruments de dette	9 320	141 505	-132 185

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2018 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.1.2.1	. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	-1 555	129 723	-131 278
3.1.2.2	. - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	-380	380
3.1.2.3	. - - - - - Entre entreprises soeurs	10 876	12 162	-1 287
3.1.2.3.1	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.3.2	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.3.3	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.1.2.0	. - - - - - Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	. - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	. - - - - - Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
3.1.2.0.3.2	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0	0	0
3.1.2.0.3.3	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
3.2	. - - Investissements de portefeuille	4 980	95 352	-90 372
3.2.1	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	1 272	11 402	-10 130
3.2.1.1	. - - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	. - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	327	-290	617
3.2.1.4	. - - - - Autres secteurs	945	11 692	-10 747
3.2.1.4.1	. - - - - - Autres sociétés financières	-712	0	-712
3.2.1.4.2	. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 657	11 692	-10 035
3.2.1.0.1	. - - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.1.1	. - - - - - Cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.1.2	. - - - - - Non cotés en bourse	0	0	0
3.2.1.0.2	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0	0	0
3.2.1.0.2.1	. - - - - - Réinvestissement des bénéfices	0	0	0
3.2.1.0.2.2	. - - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0	0	0
3.2.2	. - - - Titres de créance	3 708	83 951	-80 243
3.2.2.1	. - - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.2.1.9.1	. - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.9.2	. - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-21 404	-9 667	-11 737
3.2.2.2.1	. - - - - - À court terme	-28 111	-9 667	-18 444
3.2.2.2.2	. - - - - - À long terme	6 707	0	6 707
3.2.2.3	. - - - - Administrations publiques	0	93 618	-93 618
3.2.2.3.1	. - - - - - À court terme	0	78 788	-78 788
3.2.2.3.2	. - - - - - À long terme	0	14 830	-14 830
3.2.2.4	. - - - - Autres secteurs	25 112	0	25 112
3.2.2.4.0.1	. - - - - - À court terme	26 012	0	26 012
3.2.2.4.0.2	. - - - - - À long terme	-900	0	-900
3.2.2.4.1	. - - - - - Autres sociétés financières	-1 069	0	-1 069
3.2.2.4.1.1	. - - - - - À court terme	-169	0	-169

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2018 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.2.2.4.1.2	.----- À long terme	-900	0	-900
3.2.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	26 181	0	26 181
3.2.2.4.2.1	.----- À court terme	26 181	0	26 181
3.2.2.4.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.2.3	.-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.2.3.1	.--- Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.3.2	.--- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.3.3	.--- Administrations publiques	0	0	0
3.3.4.	.--- Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	.----- Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	.----- Options	0	0	0
3.3.0.1.2	.----- Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	.----- Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	.-- Autres investissements	42 519	186 614	-144 095
3.4.1	.--- Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	.--- Monnaie fiduciaire et dépôts	-38 822	66 238	-105 060
3.4.2.1	.----- Banque centrale	0	879	-879
3.4.2.1.1	.----- À court terme	0	879	-879
3.4.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-42 420	65 359	-107 779
3.4.2.2.0.1	.----- Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	.----- À court terme	-42 420	65 359	-107 779
3.4.2.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.3	.----- Administrations publiques	5 533	0	5 533
3.4.2.3.1	.----- À court terme	5 533	0	5 533
3.4.2.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4	.----- Autres secteurs	-1 935	0	-1 935
3.4.2.4.0.1	.----- À court terme	-1 935	0	-1 935
3.4.2.4.0.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4.1	.----- Autres sociétés financières	1 154	0	1 154
3.4.2.4.1.1	.----- À court terme	1 154	0	1 154
3.4.2.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-3 089	0	-3 089
3.4.2.4.2.1	.----- À court terme	-3 089	0	-3 089
3.4.2.4.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.3	.--- Prêts	71 576	127 958	-56 383
3.4.3.1	.----- Banque centrale	0	28 273	-28 273
3.4.3.1.1	.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	28 273	-28 273
3.4.3.1.2	.----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	.----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2018 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.3.1.9.2	.----- Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	.----- Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	71 411	-24 330	95 741
3.4.3.2.1	.----- À court terme	83 087	44 444	38 643
3.4.3.2.2	.----- À long terme	-11 676	-68 774	57 098
3.4.3.3	.----- Administrations publiques	0	139 693	-139 693
3.4.3.3.1	.----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	.----- Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	.----- Autres à long terme	0	139 693	-139 693
3.4.3.4	.----- Autres secteurs	165	-15 678	15 843
3.4.3.4.0.1	.----- À court terme	165	72	93
3.4.3.4.0.2	.----- À long terme	0	-15 750	15 750
3.4.3.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	-41	41
3.4.3.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.3.4.1.2	.----- À long terme	0	-41	41
3.4.3.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	165	-15 637	15 802
3.4.3.4.2.1	.----- À court terme	165	72	93
3.4.3.4.2.2	.----- À long terme	0	-15 709	15 709
3.4.3.4.2.3	.---- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	-726	-22	-704
3.4.4.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	.----- Autres secteurs	-726	-22	-704
3.4.4.4.1	.----- Autres sociétés financières	-726	-22	-704
3.4.4.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.4.0.1	.----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0	0	0
3.4.4.0.2	.----- Droits à assurance vie et à annuités	0	0	0
3.4.4.0.3	.----- Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	.----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0	0	0
3.4.4.0.5	.----- Droits à prestations autres que des pensions	0	0	0
3.4.4.0.6	.----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0	0	0
3.4.5	.---- Crédits commerciaux et avances	10 536	19 227	-8 691
3.4.5.1	.----- Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4	.----- Autres secteurs	10 536	19 227	-8 691
3.4.5.4.0.1	.----- À court terme	10 536	18 828	-8 292
3.4.5.4.0.2	.----- À long terme	0	400	-400

Annexe 1. 21 : Présentation détaillée de la balance des paiements 2018 (Optique FMI)

Code	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.5.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.5.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.5.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.5.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	10 536	19 227	-8 691
3.4.5.4.2.1	.----- À court terme	10 536	18 828	-8 292
3.4.5.4.2.2	.----- À long terme	0	400	-400
3.4.6	.---- Autres comptes à recevoir/ à payer	-45	-24 265	24 220
3.4.6.1	.----- Banque centrale	0	-24 272	24 272
3.4.6.1.1	.----- À court terme	0	-24 272	24 272
3.4.6.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-45	-2	-43
3.4.6.2.1	.----- À court terme	-45	-2	-43
3.4.6.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.3	.----- Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4	.----- Autres secteurs	0	9	-9
3.4.6.4.0.1	.----- À court terme	0	9	-9
3.4.6.4.0.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4.1	.----- Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.6.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.4.6.4.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	9	-9
3.4.6.4.2.1	.----- À court terme	0	9	-9
3.4.6.4.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.6.5	.---- Droits de tirage spéciaux	0	-2 522	2 522
3.4.6.4	.-- Avoirs de réserve	-88 371	0	-88 371
3.4.6.4	.---- Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	.----- Or métal	0	0	0
3.5.1.2	.----- Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.6.5	.---- Droits de tirage spéciaux	21 646	0	21 646
3.5.6.6	.---- Position de réserve au FMI	7 870	0	7 870
3.5.4.1	.---- Autres avoirs de réserve	-117 887	0	-117 887
3.5.4.1	.----- Monnaie fiduciaire et dépôts	-117 887	0	-117 887
3.5.4.1.1	.----- Créances sur les autorités monétaires	-561	0	-561
3.5.4.1.2	.----- Créances sur d'autres entités	-117 327	0	-117 327
3.5.4.2	.----- Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	.----- Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	.----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	.----- Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	.----- Autres créances	0	0	0
	. Erreurs et omissions nettes	-1 585 250	-1 581 037	-4 214

Annexe 2 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2018 à partir des statistiques officielles

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		6 024,2	5 543,7	35,5	73 390,3	24 283,1	469,0	5 141,6	114 887,3
	Burkina	2 004,5		12 840	26,4	10 522,9	10 593,1	5 839,5	33 813,8	75 640,4
	Côte d'Ivoire	33 997,6	346 339,7		905	320 507,3	59 276,3	68 034,9	52 986,4	882 047,5
	Guinée-Bissau	21,7		0,0				95,4	0,0	117,1
	Mali	10 118,9	48 956,0	57 068,4	17,6		6 318	70 261,5	452,2	193 192,5
	Niger	2 555,4	15 141,1	4 384,8	9,6	35 338,3		722	523,4	58 674,0
	Sénégal	11 160,7	39 155,6	74 877,6	43 566,0	401 119,0	9 082,9		11 720	590 681,5
	Togo	154 521,3	100 024,5	43 305,7	356,1	36 716,8	45 912,0	5 169,5		386 006
	UEMOA	214 380,0	555 641,1	198 020,3	44 916,5	877 594,6	155 465,3	150 591,4	104 636,9	2 301 246,1

Annexe 2 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2018

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	796,0	1 539,9	168,3	0,0	32 250,5	49,7	12 029,9	46 834,3
	Burkina	814,0	0,0	910	0,0	791,0	1 896,0	65,6	937,0	5 413,6
	Côte d'Ivoire	719,0	1 987,0	0,0	53	0,0	329,9	803,9	360,8	4 254,1
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	1 065	0,0	3 819,2	0,0	4 884,3
	Mali	9 969,5	433,0	1 255,0	245,6	0,0	12 916	55 818,1	6 828,2	87 465,4
	Niger	12 607,6	497,0	501,0	0,0	8 184,6	0,0	390	12 140,1	34 320,1
	Sénégal	901,3	0,0	327,4	6 315,0	0,0	0,0	0,0	21	7 565,0
	Togo	0,0	655,0	2 937,2	36,6	0,0	0,0	318,1	0,0	3 947
	UEMOA	25 011,3	4 368,0	7 470,6	6 819,0	10 040,7	47 392,4	61 264,2	32 317,3	194 683,6

Annexe 2 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2018

60

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	6 820,2	7 083,6	203,8	73 390,3	56 533,6	518,6	17 171,4	161 721,5
	Burkina	2 818,5		13 750,2	26,4	11 313,9	12 489,1	5 905,1	34 750,8	81 053,9
	Côte d'Ivoire	34 716,6	348 326,8		958,7	320 507,3	59 606,2	68 838,8	53 347,2	886 301,6
	Guinée-Bissau	21,7	0,0	0,0		1 065,1	0,0	3 914,7	0,0	5 001,4
	Mali	20 088,4	49 389,0	58 323,4	263,2		19 233,8	126 079,6	7 280,4	280 657,9
	Niger	15 162,9	15 638,1	4 885,7	9,6	43 523,0		1 111,3	12 663,5	92 994,1
	Sénégal	12 062,0	39 155,6	75 205,1	49 881,0	401 119,0	9 082,9		11 740,9	598 246,5
	Togo	154 521,3	100 679,5	46 242,9	392,7	36 716,8	45 912,0	5 487,6		389 952,8
	UEMOA	239 391,4	560 009,1	205 490,9	51 735,4	887 635,3	202 857,6	211 855,6	136 954,3	2 495 929,7

Annexe 2 4 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2017

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	6 560,9	9 137,8	32,3	40 641,7	31 903,7	1 826,7	8 676,1	98 779,2
	Burkina	2 758,7		14 643,6	1,9	18 028,7	12 936,0	7 306,3	13 543,6	69 218,8
	Côte d'Ivoire	39 378,7	317 464,0		654,9	275 619,6	44 929,8	79 328,1	69 196,9	826 571,9
	Guinée-Bissau	279,0	0,0	84,8		79,7	0,0	6 044,7	6,5	6 494,7
	Mali	2 314,2	58 305,5	56 770,1	309,9		19 481,6	50 494,6	1 276,6	188 952,5
	Niger	39 056,6	28 219,9	3 485,1	70,1	69 243,1		3 620,2	3 946,7	147 641,7
	Sénégal	11 166,7	34 663,4	85 527,5	39 307,6	382 378,5	10 976,8		14 843,5	578 863,9
	Togo	157 633,1	113 821,6	40 680,0	41,1	47 315,1	56 019,1	8 503,6		424 013,5
	UEMOA	252 587,0	559 035,3	210 328,8	40 417,7	833 306,2	176 246,9	157 124,1	111 490,0	2 340 536,1

Annexe 2 5 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2018

(en millions de FCFA)

(en millions de FCFA)		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 661,5	1 541,1	158,8	1 399,4	2 504,1	3 966,3	6 939,2	21 170,4
	Burkina	13 775,1		6 369,4	145,8	3 652,9	3 519,9	4 721,1	11 373,4	43 557,5
	Côte d'Ivoire	14 774,5	19 242,3		88,4	7 303,0	2 500,6	7 170,6	11 240,5	62 319,8
	Guinée-Bissau	37,4	602,1	151,0		40,3	74,4	4 748,0	256,2	5 909,5
	Mali	2 408,2	11 316,4	7 552,3	939,7		3 705,8	5 741,6	2 256,4	33 920,3
	Niger	5 798,0	2 804,5	4 385,4	32,5	1 722,6		5 901,4	4 819,0	25 463,2
	Sénégal	2 822,6	15 528,5	2 375,5	1 583,7	3 959,2	1 498,2		822,6	28 590,4
	Togo	18 399,5	1 072,8	1 660,6	107,0	1 370,3	2 874,5	6 142,6		31 627,4
	UEMOA	58 015,3	55 228,2	24 035,3	3 055,8	19 447,8	16 677,3	38 391,6	37 707,3	252 558,5

Annexe 2 6 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2017

(en millions de FCFA)

(en millions de FCFA)		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 052,7	1 624,3	155,1	1 039,4	2 331,0	3 523,6	6 937,1	19 663,1
	Burkina	16 451,7		958,8	99,3	3 426,1	4 777,7	4 259,6	10 362,5	40 335,6
	Côte d'Ivoire	13 693,8	13 965,1		86,4	5 949,0	2 214,2	5 606,9	7 613,7	49 129,1
	Guinée-Bissau	62,0	144,0	147,4		3,4	16,6	3 967,0	45,5	4 385,8
	Mali	3 699,4	10 866,1	5 102,4	918,3		3 455,6	5 262,1	2 635,3	31 939,3
	Niger	5 640,5	2 294,6	2 889,8	25,0	1 572,5		5 324,5	4 602,3	22 349,1
	Sénégal	2 572,0	8 830,0	2 143,3	1 428,9	3 572,2	1 576,0		716,9	20 839,3
	Togo	17 975,3	1 655,6	1 343,3	104,6	1 292,5	1 174,3	5 597,2		29 142,7
	UEMOA	60 094,7	41 808,1	14 209,3	2 817,5	16 855,0	15 545,4	33 540,8	32 913,3	217 784,1

Annexe 2 7 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2018

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 406,5	6 241,3	100,7	2 157,7	8 638,2	4 148,5	3 326,6	28 019,4
	Burkina	2 577,7		15 438,0	40,6	17 346,2	3 198,0	6 411,7	6 664,6	51 676,8
	Côte d'Ivoire	9 965,3	16 018,9		3 851,1	64 465,9	8 239,7	22 458,9	18 806,2	143 806,0
	Guinée-Bissau	378,1	109,7	467,9		928,2	309,6	8 137,7	364,0	10 695,2
	Mali	3 264,3	3 145,9	13 663,3	130,8		6 509,3	31 313,7	8 622,5	66 649,6
	Niger	839,4	2 280,8	5 698,6	110,4	6 176,8		3 914,4	7 878,2	26 898,5
	Sénégal	3 803,3	5 903,4	11 293,4	3 914,0	24 766,0	4 426,0		3 275,1	57 381,1
	Togo	2 940,9	3 978,3	6 402,7	128,0	3 453,7	4 789,2	3 342,3		25 131,1
	UEMOA	23 769,0	34 843,5	59 205,2	8 275,5	119 294,3	36 110,0	79 727,2	48 937,1	410 161,8

Annexe 2 8 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2017

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 794,9	6 078,0	9,2	4 029,0	1 014,9	3 908,0	3 385,9	22 220,0
	Burkina	3 694,0		11 732,1	24,2	19 776,3	2 066,2	7 159,4	5 786,0	50 238,2
	Côte d'Ivoire	10 408,5	14 286,3		65,3	66 563,3	8 742,6	20 722,5	15 050,8	135 839,4
	Guinée-Bissau	310,0	48,4	118,5		2 360,9	348,8	7 022,0	257,3	10 465,9
	Mali	2 433,5	6 610,9	4 545,7	50,5		5 544,7	24 559,9	6 016,4	49 761,6
	Niger	1 068,0	1 460,2	5 040,1	96,8	8 853,0		3 819,8	7 457,8	27 795,7
	Sénégal	3 102,1	3 656,7	6 484,7	3 469,2	22 825,3	6 454,5		3 352,4	49 345,0
	Togo	2 951,4	3 402,7	6 129,7	7,9	5 319,6	4 869,3	3 495,2		26 304,7
	UEMOA	23 967,5	33 260,1	40 128,7	3 723,3	129 727,6	29 041,1	70 686,8	41 306,6	371 841,6

Annexe 3.1. Présentation des principales innovations introduites par la 6^{ème} édition du manuel de la balance des paiements

Le nouveau manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) vise à prendre en compte les développements économiques associés à la mondialisation, l'innovation technologique et financière enregistrée au cours de ces dernières années, ainsi que le renforcement de l'intégration entre les statistiques de la position extérieure globale et les comptes macroéconomiques. Toutefois, le cadre de référence est resté inchangé par rapport à la 5^{ème} édition. Les principaux comptes (compte courant, compte de capital et compte financier) ont été maintenus.

La balance des paiements selon l'optique du MBP6 a subi quelques modifications dans sa structure et se présente comme suit.

Tableau synthétique
Compte des transactions courantes Biens Services Compte du revenu primaire (<i>anciennement compte « revenu »</i>). Compte du revenu secondaire (<i>anciennement « transferts courants »</i>) Compte de capital Acquisition et cession d'actifs non produits Transferts en capital Compte financier (<i>anciennement compte d'opérations financières</i>) Investissements directs Investissements de portefeuille Produits financiers dérivés (<i>poste nouvellement introduit</i>) Autres investissements Avoirs de réserve.

Les changements les plus significatifs, opérés dans le contenu des principales composantes de la balance des paiements, sont indiqués ci-après.

Compte des biens et services

- un poste supplémentaire a été créé pour l'enregistrement des réexportations ;
- le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens ;
- les biens achetés dans les ports sont inclus dans les marchandises générales ;
- les réparations et maintenance sur les navires, avions et autre matériel de transport sont retracées dans les services au lieu des biens ;
- les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services ;
- les services postaux et de messageries sont désormais inclus dans les services de transport.

Compte de revenu primaire

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par « compte de revenu primaire » dans le MBP6. Ce dernier présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production.

Compte de revenu secondaire

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par le « compte de revenu secondaire » dans le nouveau manuel. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels »

remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ».

Compte de capital

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- les résultats de la recherche et développement sont déclassés du compte de capital aux services de recherche et développement ;
- les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG ;
- les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale.

Compte financier

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de crédit et débit. Par ailleurs, les allocations de DTS sont désormais retracées dans le compte financier, au titre des engagements, alors qu'elles ne figuraient que dans la position extérieure globale dans la 5^{ème} édition.

III. LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la différence entre la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. La principale modification opérée dans la PEG concerne le ***Compte des autres changements des actifs et passifs financiers ou compte « Autres flux »***.

Ce compte retrace les changements de volumes dans la PEG pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de détention) ou des reclassifications qui impactent la position extérieure globale.

Annexe 3.2. Note méthodologique sur l'évaluation du commerce non contrôlé

1. Caractéristiques du commerce non contrôlé

Le commerce extérieur non contrôlé comprend l'ensemble des flux non saisis par les statistiques douanières. Au Niger, selon qu'il s'agisse des exportations ou des importations, il se présente sous plusieurs formes.

En exportations, le commerce non contrôlé porte principalement sur les produits agro-pastoraux (bétail, oignons, niébé), en direction notamment des pays voisins. Il se caractérise par des fraudes douanières (non-enregistrement des flux, sous-déclaration des quantités, attribution de postes tarifaires erronés,...) ou bien, dans le cas du commerce transfrontalier, par des sorties échappant à l'enregistrement en raison de l'absence de postes de contrôle ou de leur contournement délibéré.

En importations, il s'agit plutôt de fraudes actives, par contournement des points de contrôle, et des sous-déclarations. Le commerce non contrôlé concerne essentiellement les hydrocarbures et les produits manufacturés dont l'importation est réglementée. L'absence d'organisation des filières agropastorales, le faible niveau d'instruction des opérateurs économiques et la longueur des frontières (notamment sur plus de 1500 km avec le Nigeria) sont des facteurs aggravants.

2. Méthodes d'estimation du commerce non contrôlé

La nécessité de la prise en compte des flux non contrôlés, en vue d'une meilleure estimation du commerce extérieur dans le cadre des travaux d'élaboration de la balance des paiements, s'est traduite au Niger par la création, par arrêté ministériel n°298/MF/E/DSCN en date du 8 septembre 2003, d'un groupe de travail pour l'estimation du commerce non contrôlé. Ce groupe est composé des principales structures productrices et utilisatrices des statistiques du commerce extérieur, notamment la Direction Générale des Douanes, la Direction Nationale de la BCEAO, l'Institut National de la Statistique (INS), la Direction de l'Analyse Economique, des Etudes Financières et de la Prévision (DAEFP), la Direction du Commerce Extérieur, la Société Nigérienne des Produits Pétroliers (SONIDEP) et la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (CCIAN). La mission assignée à ce groupe de travail est de proposer une méthodologie d'évaluation du commerce non contrôlé. Sa création est intervenue à la suite des recommandations formulées par une mission du FMI sur les statistiques multisectorielles, à Niamey du 21 janvier au 3 février 2003. Toutefois, à ce jour, les activités de ce groupe de travail ne sont pas effectives.

En ce qui concerne la Direction Nationale de la BCEAO, les méthodes appliquées combinent à la fois la méthode emplois-ressources par principaux produits et l'utilisation de coefficients de redressement issus des informations collectées à partir des enquêtes réalisées auprès des principaux opérateurs recensés par la CCIAN et de celles effectuées dans les villages frontaliers.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int